

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 4
DÉCEMBRE 2001
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION



**Asie centrale : la douloureuse
indépendance des anciennes
républiques soviétiques**

**Tadjikistan : le pays le plus
pauvre d'Asie centrale. Portrait**

**Financement du développement :
un débat sur les perspectives
et les possibilités**

DOSSIER



ASIE CENTRALE

Cinq républiques en quête de légitimité

L'Asie centrale entre démocratisation et corruption, entre ouverture économique et violations des droits de l'homme

6

Quand il ne reste que la terre

Un aperçu de l'engagement suisse dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale

12

«La Banque mondiale devrait être plus sélective»

Interview de Matthias Meyer, directeur exécutif à la Banque mondiale, au sujet du groupe de vote suisse

14

Un pôle entre le Nord et le Sud

La Suisse s'est dotée d'un Pôle de recherche national (PRN) qui étudiera les syndromes du changement global

23

Des Bangladaises à l'école de la démocratie

Dans le cadre de la décentralisation, un projet suisse assure la formation politique des femmes

24

FORUM



Des milliards perdus pour le développement

Bruno Gurtner, de la Communauté de travail des œuvres d'entraide, et Régis Avanthay, de la DDC, s'interrogent sur le financement du développement

26

Carte blanche

L'aérostier Bertrand Piccard s'insurge contre l'indifférence générale à l'égard du noma

29

HORIZONS



TADJIKISTAN

Grenadiers en fleurs sur fond de misère

Le pays le plus pauvre d'Asie centrale connaît des problèmes économiques et un déficit en matière de formation

16

La chose la plus injuste du monde

Le Tadjik Roman Kojevnikov livre quelques réflexions sur son travail et sur la vie en général

20

DDC

Opinion DDC

Le fossé numérique n'est pas juste un fossé de plus entre pays riches et pays pauvres, entre le Nord et le Sud

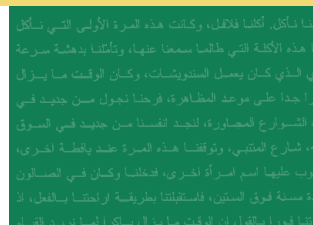
21

Des urgences comme à la télévision

Avec l'appui de la Suisse, des services performants d'urgences médicales ont été mis sur pied en Roumanie

22

CULTURE



La génération de Latifa, Alia ou Khaled

La littérature arabe va bien au-delà des Mille et Une Nuits

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que l'aide liée ou non liée ?	25
Service	33
Imprimatur	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Des liens avec une Asie inconnue

Ils portent des noms à la beauté exotique: Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan... Mais nous savons peu de chose, voire presque rien, de ces pays d'Asie centrale qui ont fait partie intégrante de l'ex-Union soviétique jusqu'en 1990. La crise afghane les a projetés au centre de l'actualité internationale. Jusque-là, nous avions peut-être juste connaissance du fait que la célèbre route de la soie passait par là ou que le légendaire Gengis Khan avait parcouru les steppes et les déserts d'Asie centrale avec ses troupes pour bâtir l'Empire mongol. Mais ces temps-là sont bel et bien révolus.

Il est grand temps d'apprendre à mieux connaître une contrée délimitée par la mer Caspienne à l'ouest, la Sibérie au nord et le massif du Pamir au sud-est. Et surtout de découvrir les États pluriethniques qui la constituent désormais. Saviez-vous par exemple que la population de l'Ouzbékistan comprend 40 pour cent d'Ouzbeks, 30 pour cent de Russes, 20 pour cent de Tadjiks et 10 pour cent de Kirghizes? Notre dossier sur l'Asie centrale (à partir de la page 6) et le portrait du Tadjikistan (dès la page 16) présentent les particularités géographiques, culturelles, politiques ou économiques de cette immense région. Ils montrent aussi les enjeux propres aux différents pays, qui ont connu de profonds bouleversements depuis la dissolution de l'Union soviétique.

La Suisse a bien plus de points communs avec l'Asie centrale qu'on ne pourrait le penser de prime abord. Il y a bien sûr le Kirghizistan, patrie de l'écrivain Tchinguiz Aïmatov. Grâce à ses splendides paysages de montagnes et de lacs, ce pays est souvent nommé «la Suisse de l'Asie centrale». Mais ce n'est pas tout. Depuis 1992, la Suisse représente quatre États d'Asie centrale dans son groupe de vote à la Banque mondiale. Par ailleurs, tant la DDC que le Secrétariat d'État à l'économie (seco) sont très actifs dans la région. Ils soutiennent le difficile processus de transition qui doit faire passer ces pays non seulement de l'économie planifiée à l'économie de marché, mais aussi d'une forme d'État autoritaire à la démocratie et au pluralisme. Cet engagement prend une signification croissante dans le contexte des récents développements en Afghanistan.

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)

** Ce numéro d'Un seul monde a été bouclé à la mi-octobre. Les articles qu'il contient n'ont donc pas pu prendre en considération les événements qui seraient survenus après cette date en Asie centrale ou en Afghanistan.*



L'art du divorce en Mauritanie

(jls) Il est devenu banal en Mauritanie de se marier et de divorcer à plusieurs reprises. Dans la société maure, ce phénomène compense l'absence quasi totale de polygamie. Certains hommes dépensent des sommes astronomiques pour un mariage qui ne dure que le temps d'un week-end. D'autres s'assurent des privilèges en épousant la fille d'un ministre ou la nièce du président. Ils s'en séparent lorsque leur beau-père n'est plus au pouvoir. Mais l'initiative du divorce est loin d'être une prérogative masculine. Pour les femmes, il est même de bon ton d'accumuler les unions. «La valeur d'une femme, c'est de pouvoir se marier et divorcer souvent», affirme Aïchetou, une élégante sexagénaire qui a été mariée cinq fois. L'instabilité conjugale est particulièrement élevée chez les femmes très belles, sexy et qui aiment le luxe. Elles se marient toujours avec des hommes riches, capables de leur offrir voiture, voyages, bijoux...

Retour à l'écologie

(gn) L'organisation paysanne Nayakrishi Andolon, au Bangladesh, s'est donné des règles strictes. Ses membres n'ont le droit d'utiliser ni pesticides ni engrais chimiques, ils renoncent

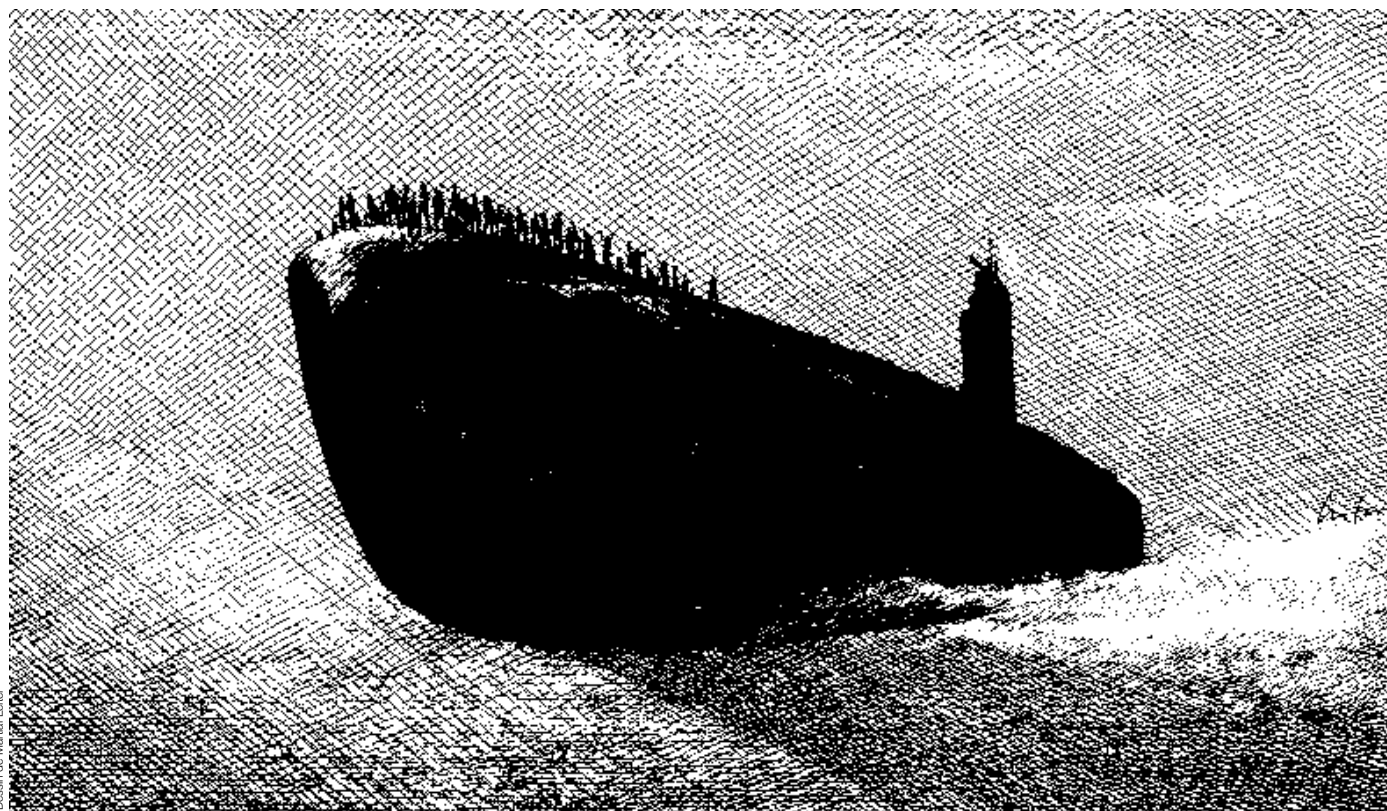
à la monoculture au profit de cultures mixtes et ils mettent l'accent sur le revenu global de la famille plutôt que sur le rendement d'une culture déterminée. Ces règles ont été établies en réaction aux échecs de la «Révolution verte» qui avait entraîné la dégradation des sols et finalement menacé les paysans dans leur existence même. Les membres de Nayakrishi Andolon (Nouveau mouvement agricole) ont ainsi décidé de revenir à une agriculture proche de la nature et de la promouvoir de manière cohérente. Ils donnent la préférence aux produits traditionnels, aussi bien pour le bétail que pour les semences. Les résultats ne se sont pas fait attendre: depuis que les toxiques agrochimiques ont disparu des villages, de nombreuses espèces de poissons sont réapparues dans les rivières et les cultures les plus

variées poussent dans les champs, en partie même de manière spontanée.

Construire sa maison en paille

(bf) La paille est bon marché, facile à travailler, et elle repousse. Des spécialistes du bâtiment ont redécouvert là un matériau de construction prometteur, notamment pour les pays en développement. Ainsi, des centaines d'habitations en paille ont été construites dans le cadre de projets internationaux en Biélorussie et en Mongolie. Des tests ont révélé que des parois formées de balles de paille pressées et disposées comme des briques supportent une pression de huit tonnes. Ces murs ont suffisamment d'élasticité pour résister à d'épaisses couches de neige et offrent une protection élevée contre les tremblements de terre; revêtus d'un enduit, ils garantissent une isolation thermique bien meilleure que de nombreux matériaux conventionnels, ainsi qu'une étonnante résistance au feu. La plupart des maisons en paille se trouvent aux États-Unis, où ce mode de construction se pratique depuis 200 ans – à l'origine comme pis-aller dans des régions où le bois était rare. Il existe même dans le commerce des panneaux préfabriqués en paille fortement comprimée, qui s'utilisent aussi facilement que des panneaux d'aggloméré.





Les clandestins



Les vertus de la griffe de chat

(bf) L'écorce de l'*uncaria tomentosa*, communément appelée griffe de chat, suscite une renaissance de la médecine traditionnelle au Pérou: cet arbuste, originaire du bassin de l'Amazonie, est la vedette du jardin botanique d'Iquitos, où des scientifiques cultivent 600 espèces de

plantes médicinales et en étudient les propriétés. Séchée et hachée, la griffe de chat se prend sous forme de thé, de capsules ou de tonique. On lui prête des vertus anti-inflammatoires et elle serait un excellent stimulant du système immunitaire. Les Indiennes l'utilisent comme moyen de contraception. Les domaines d'application les plus intéressants semblent être le traitement du cancer, du sida et du rhumatisme. Un projet pilote de phytothérapie complémentaire pour des malades chroniques a eu tant de succès au Pérou que la «médecine des Indiens» est désormais accessible dans tout le pays. Grâce à la fabrication d'extraits de plantes, le Pérou économise beaucoup d'argent, ce qui lui permet d'intensifier ce programme de recherches sans précédent en Amérique du Sud. Des scientifiques parcourent régulièrement les régions les plus recu-

lées de l'Amazonie, où des Indiens et des chamans leur font découvrir des plantes et des méthodes thérapeutiques.

Produits burkinabés introuvables

(jls) Au Burkina, nombre de petits entrepreneurs se lancent dans la fabrication de produits alimentaires locaux: sirop de goyave, confiture de tamarin, bis-

cuits au petit-mil, couscous d'igname, pop-corn de sorgho, etc. n'ont rien à envier à leurs équivalents importés. En l'absence de publicité, ces produits peinent toutefois à s'imposer sur le marché et ils sont presque introuvables dans les magasins. Les producteurs n'ont pas les moyens d'envisager une autre forme de promotion que le bouche à oreille. C'est le cas de cette quadragénaire, qui engloutit ses maigres économies de fonctionnaire dans la fabrication de vins à base de céréales et de fruits du terroir: «Déjà que je fonctionne à perte, où voulez-vous que je trouve des millions de francs CFA pour la diffusion d'un spot télévisé?».



Cinq républiques en quête

Les pays d'Asie centrale – Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan – souffrent encore des séquelles de l'ère soviétique. C'est une région en pleine mutation, dont l'évolution oscille entre démocratisation et corruption, entre ouverture économique et violations des droits de l'homme. La Suisse représente quatre de ces pays dans son groupe de vote à la Banque mondiale. De Vicken Cheterian*.

Kirghizistan 1998 : une famille rentre chez elle après une fête



de légitimité

S'il fallait nommer la personne qui a le plus influencé l'idée que nous nous faisons de l'Asie centrale, ce serait sans aucun doute l'auteur franco-libanais Amin Maalouf. Dans son roman *Samarcande*, il décrit la vie du poète persan Omar Khayyam, en conduisant le lecteur à travers l'Orient antique, sa diversité culturelle, mais aussi les guerres et la tyrannie du moyen âge. Quand *Samarcande* a été publié, en 1988, nous étions encore en situation de guerre froide et l'Asie centrale était seulement ac-

cessible aux visiteurs qui acceptaient d'être guidés par Intourist, l'agence officielle de tourisme en Union soviétique.

En 1991, l'Asie centrale est soudain projetée dans le présent: par un dernier diktat, le Kremlin décrète que les cinq républiques soviétiques de la région deviendront (comme les autres républiques) des États souverains, malgré leur désir de rester dans l'URSS. Rien ne saurait décrire le traumatisme qu'un tel bouleversement a infligé aux peuples et aux dirigeants de ces pays: ils héritaient d'une économie en ruine, d'un environnement sérieusement dégradé, mais aussi d'un système politique sans vraies racines et dont la légitimité reste aujourd'hui encore à établir.

Des montagnes aux steppes

L'Asie centrale est un territoire immense, un patchwork de zones géographiques et de civilisations. Le nord du Kazakhstan forme un prolongement naturel de la Sibérie, l'ouest, proche de la mer Caspienne, est un grand désert de sable jaune, tandis que la frontière sud-est est gardée par le massif du Pamir, qui appartient au système himalayen. L'Asie centrale a été habitée durant l'Antiquité par des tribus iraniennes. Au début de notre ère, celles-ci ont été chassées par des envahisseurs turcophones venus du Nord. De nos jours, la région comprend surtout des populations turciques (Ouzbeks, Kazakhs, Turkmènes, etc.), iraniennes (Tadjiks) et européennes (Russes, Allemands).

Le cœur de l'Asie est aussi un lieu de rencontre entre cultures nomades et sédentaires. Les steppes sont la patrie des Kirghizes, des Kazakhs et des Turkmènes, dont l'existence itinérante est encore visible. Plus au sud, on peut visiter les «musées en plein air» de Samarkand, Boukhara ou Khiva: les *madrasas* (écoles islamiques) et les mosquées à dôme bleu ont été jadis des centres de l'enseignement. Il y a aussi les villes modernes, comme Almaty, Bichkek ou Tachkent, avec leurs grands immeubles bâtis par les Soviétiques et leur forte population slave.

La plupart des observateurs considèrent que l'Asie centrale était tout simplement incapable de supporter le choc de l'effondrement soviétique. Il était difficile d'imaginer que les élites politiques, formées pour servir Moscou, pourraient survivre sans l'URSS. Beaucoup d'observateurs s'attendaient à des conflits à grande échelle, comme ceux qui ont déchiré les Balkans ou le Caucase dans les années 90. Il y avait de quoi nourrir un tel pessimisme. Almaty a été le théâtre d'échauffourées interethniques en 1986 déjà. À Boukhara et à Samarkand, des Tadjiks ont commencé à s'organiser entre eux. En 1990 et 1991, plusieurs conflits interethniques ont tourné aux pogroms, notamment les émeutes contre les Meshkets dans la vallée



Brian Goddard / Panos / Stratos



Kirghizistan 1998 : un relais au bord de la route principale qui mène de Bichkek à Osh

de Ferghana, en Ouzbékistan, et les affrontements opposant les Kirghizes aux Ouzbeks dans le sud du Kirghizistan. Au Tadjikistan, la lutte pour le pouvoir entre les élites régionales a débouché en 1992 sur une guerre civile qui a fait 160 000 victimes en quelques mois.

Défis de l'indépendance

Après l'effondrement de l'URSS, le principal défi posé aux nomenklaturas locales était de recréer les fondements d'une légitimité. Dans les dernières années de la perestroïka, des mouvements de citoyens exerçaient une pression croissante sur les élites au pouvoir. En Ouzbékistan, les partis nationalistes Erk (Liberté) et Birlik (Unité) voulaient effacer l'héritage soviétique divisant la région et créer un Turkestan uni. La mobilisation de l'intelligentsia ouzbek suscitait de l'inquiétude non seulement chez les dirigeants locaux, mais aussi dans les pays voisins. Ces derniers craignaient que les slogans d'unité turcique ne cachent un projet ouzbek de domination régionale.

La proclamation de l'indépendance a fait perdre aux mouvements nationalistes leur principal atout : l'appel à l'indépendance nationale. En Ouzbékistan, Islam Karimov, ancien secrétaire général du parti communiste, est devenu un ardent nationaliste. Au centre de Tachkent comme en province, des portraits et des statues gigantesques du conquérant médiéval Timour Lang (dit Tamerlan) ont remplacé ceux de Marx et de Lénine. Et des slogans tels que «l'Ouzbékistan est une grande nation» se sont substitués aux drapeaux rouges. Mais contrairement à son opposition, le gouvernement ouzbek n'encourage pas une politique de modification des frontières existantes (tracées dans les années 20 par le régime soviétique selon le principe «diviser pour régner»); il a opté pour le statu quo tout en aspirant à jouer un rôle clé dans la région.

Les années 90 ont aussi été une période de bouleversements économiques. En Asie centrale, comme dans le reste de l'espace postsoviétique, les conditions de vie de la majorité de la population se sont détériorées rapidement. Cette évolution a été telle



Brien Goddard / Panor / Strates

Un paysan emmène son troupeau de yaks vers le haut plateau

que certains l'ont qualifiée de «démocratisation». Les personnes qui étaient âgées de plus de 40 ans lors de la débâcle soviétique avaient très peu de chances de trouver un nouvel emploi, étant donné le chômage massif et le manque de programmes de formation ou de recyclage. La plupart des gens ont perdu toutes leurs économies au début des années 90 quand le taux de change du rouble s'est effondré, suivi par celui des autres monnaies nationales. Il n'y a pas d'indemnités de chômage et les retraités touchent à peine 10 ou 20 dollars par mois – quand ils reçoivent quelque chose.

Privatisation et contrôle de l'État

Au cours de la décennie écoulée, trois modèles différents de système politique et de transformation économique ont été mis en place par les États d'Asie centrale.

Le Kirghizistan et le Kazakhstan ont appliqué des réformes économiques «axées sur le marché». Ils ont déclaré que leur intention était de créer les conditions d'une participation démocratique à la prise de décision, conformément aux exigences formulées par les pays occidentaux et les organisations internationales. Mais les résultats sur le terrain sont tout sauf encourageants. Les élections parlementaires et présidentielles deviennent de plus en plus des événements purement formels dont sont éliminés les candidats susceptibles d'apporter de vrais changements. L'ancien premier ministre kazakh Akezhan Kazhegeldin, principale personnalité de l'opposition, vit aujourd'hui en exil à Londres; quant à l'ex-chef du KGB kirghize Felix Kulov, qui voulait se porter candidat à la dernière élection présidentielle, il a été emprisonné. De même, on fait taire les médias dissidents. Au début de cette année, deux journaux proches de l'opposition kirghize ont été fermés; au Turkménistan et en Ouzbékistan, il n'existe aucun média indépendant. Sur le plan économique, la transformation a profité aux proches des familles dirigeantes. Dariga Nazarbayeva, fille du président kazakh, contrôle la chaîne de télévision nationale et de nombreux journaux,



Van Lohuizen Kadir / Agence VU

Marché de la viande en Asie centrale

tandis qu'un beau-fils du président dirige la compagnie d'État qui gère les oléoducs du pays. M. Kazhegeldin affirme que, jusqu'à la fin de son mandat en 1997, la compagnie pétrolière américaine Mobil a payé entre 550 et 600 millions de dollars sur le milliard convenu pour l'acquisition de 25 pour cent des parts dans l'exploitation du gisement pétrolier de Tengiz. Or, affirme l'ancien chef de gouvernement, seuls 350 millions de dollars sont arrivés jusqu'au Trésor public.

Le deuxième modèle, celui du contrôle étatique, a été retenu par l'Ouzbékistan et le Turkménistan. L'État continue d'assumer une grande partie de la production et de la distribution des biens. En même temps, il surveille de près les taux de change. Ainsi, le dollar américain s'échange à différents prix fixés par le gouvernement, à côté de son taux réel en usage sur le bazar. Tachkent et Achkhabad justifient ce système par la nécessité de maintenir les subventions aux biens de première nécessité, et par conséquent de garantir la paix sociale. Certaines critiques font état de fonctionnaires corrompus qui collaborent avec des

L'État prélève sa dot

Selon une nouvelle loi promulguée au Turkménistan en juin dernier, toute personne étrangère désirant épouser un citoyen ou une citoyenne turkmène doit payer 50 000 dollars au gouvernement. Les autorités affirment que cet argent sera utilisé, en cas de divorce, comme «garantie» pour les enfants nés de ce mariage. Des organisations de défense des droits de l'homme ont protesté, de même que les populations des pays voisins qui entretiennent des liens traditionnels à travers la frontière. Le président turkmène Saparmurad Niyazov se montre peu favorable aux contacts étroits entre Turkmènes et ressortissants étrangers.



Patricia Laguerre (3)

L'Occident a longtemps ignoré les beautés du Kirghizistan, cachées par le rideau de fer : la ville de Boukhara, qui est une perle de l'urbanisme, des cimetières musulmans où l'on retient son souffle et une nature intacte sillonnée par des rivières

Askar Aïtmatov Jr est optimiste

Askar Aïtmatov est non seulement le fils du célèbre auteur de *Djamila*, mais aussi le conseiller du président kirghize pour les affaires étrangères. Il n'est pas d'accord avec ceux qui prétendent que son pays souffre d'un déficit démocratique : « C'est une idée que se font les Occidentaux, mais elle est fautive. Nous faisons des pas concrets sur le chemin de la démocratie », affirme M. Aïtmatov. Et il ajoute : « La démocratie est un processus. Nous en franchissons pour l'instant les premières étapes. » Ce qu'il faut pour dépasser la période de transition, souligne-t-il, c'est « un changement psychologique au sein de la population ». Autre nécessité : « Des ressources étrangères pour faire avancer les réformes économiques. » Le Kirghizistan vise trois créneaux : le tourisme, les transports et les services financiers. En d'autres termes, voilà la future Suisse de l'Asie centrale.

sociétés étrangères et falsifient les chiffres, afin d'acheter des dollars au prix officiel, puis de les revendre au marché noir.

Le Tadjikistan était la république la plus pauvre de l'Union soviétique et la guerre civile l'a plongé dans une misère encore plus noire. C'est un pays en grande partie montagneux, où l'on accède difficilement à la mer, en raison du mauvais système de transports. En outre, l'afflux d'héroïne en provenance d'Afghanistan suscite toujours plus d'inquiétudes : selon des sources russes, les activités liées au trafic de drogue représentent entre 30 et 50 pour cent de l'économie du pays.

Les exportations de matières premières sont le principal revenu des pays d'Asie centrale. Le Kazakhstan dépend du pétrole, le Turkménistan du gaz, l'Ouzbékistan du coton et de l'or. L'infrastructure industrielle dont ils ont hérité devrait être restructurée et modernisée. Il en va de même pour l'agriculture. Mais cela nécessite des sommes énormes qui ne sont pas disponibles sur place. Et les investisseurs étrangers qui ont travaillé dans la région sont mécontents : « Nous sommes allés au Kazakhstan pour être un relais international. Une fois qu'ils n'ont plus eu besoin de nous, ils nous ont flanqués dehors, en menaçant nos collaborateurs », se souvient Moritz Gerke, vice-président de Deutsche Telekom.

Les administrations de la région souffrent d'incompétence. Cela n'a rien d'étonnant, car les initiés savent que chaque fonction publique a son prix : au Kazakhstan, il faut payer 3000 dollars pour devenir policier ou agent de douane.



Grogne croissante

Quelques intellectuels et journalistes ont tenté de résister à la corruption des pouvoirs publics. Zamira Sydikova, rédactrice en chef de l'hebdomadaire *Res Publica*, en fait partie. En 1995, elle a été traduite en justice sur la base d'une plainte déposée par le président kirghize en personne. Le tribunal a condamné la journaliste à 18 mois de prison avec sursis, avec interdiction d'exercer son métier durant cette période. En Ouzbékistan, où la constitution garantit la liberté d'expression, le journal *Tashkentskaya Pravda* a organisé l'été dernier une exposition dans le hall d'entrée de ses bureaux : il y présentait tous les articles dont la publication avait été interdite par la censure. Le rédacteur en chef Olo Khojayev a été « transféré » à un autre poste...

Puisqu'il est impossible de débattre ou d'exprimer des divergences sur la place publique, les forces d'opposition prennent racine dans la clandestinité. En outre, la répression policière contre les pratiques religieuses en Ouzbékistan a donné un nouvel élan à l'opposition islamiste armée. Après l'explosion de plusieurs bombes à Tachkent en février 1999, le gouvernement ouzbek a emprisonné des milliers de gens accusés d'appartenir à des organisations clandestines telles que le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (IMU) ou Hizb-ut-Tahrir. L'IMU est dirigé par Juma Namangani, un Ouzbek de souche



qui a combattu aux côtés de l'opposition durant la guerre civile au Tadjikistan. Quand la paix a été signée, lui et ses partisans sont allés rejoindre d'autres combattants tadjiks dans la vallée de Karategin, qui échappe au contrôle des autorités tadjiks. Ces deux derniers étés, l'IMU a lancé des attaques de guérilla dans le sud du Kirghizistan et diverses parties de l'Ouzbékistan, affirmant que son but est d'établir une république islamique en Ouzbékistan. Il semble que son armée regroupe maintenant plusieurs milliers d'hommes de différentes nationalités.

La naissance de l'IMU a fait monter la tension dans

la région et suscité la crainte que l'Asie centrale ne suive la même voie que l'Afghanistan. Les puissances étrangères ont accru leur aide militaire: le FBI assiste la police ouzbek et lui fournit une formation dans sa lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue; la Russie a livré des véhicules blindés et des hélicoptères de chasse pour un montant de 30 millions de dollars. Mais cette «menace croissante de l'islam» ne convainc pas tout le monde. Yerlan Karin, politologue à Almaty, affirme que les milieux dirigeants exagèrent et exploitent le danger islamique «pour distraire la population des questions politiques internes». ■

(De l'anglais)

* Vicken Cheterian, citoyen libanais d'origine arménienne, vit depuis dix ans en Suisse. Ce journaliste s'intéresse essentiellement au Caucase et à l'Asie centrale. Actuellement, il est directeur de Cimera, une organisation basée à Genève qui se consacre au développement des médias et à la prévention des conflits dans les pays de la CEI.

Kirghizes vêtus du costume traditionnel



Cardine Pern / Paros / Strates



Marcus Rosa / Paros / Strates

Un rivage qui se dérobe

Muynak était un port de pêche sur les rives de la mer d'Aral. C'était avant que les autorités soviétiques décident de détourner les eaux de deux rivières – Amu Darya et Syr Darya – pour cultiver le coton dans le désert et les steppes de l'Ouzbékistan et du Turkménistan. Aujourd'hui, Muynak est à 70 kilomètres de la mer (à d'autres endroits, le rivage a reculé de 120 kilomètres). Il ne reste que 27 000 habitants, alors que la ville en comptait 45 000 à l'époque. La mer d'Aral a perdu trois quarts de son volume depuis 1960 et le désert a progressé de 33 000 km². C'est l'une des pires catastrophes provoquées par l'homme.

Quand il ne reste que la terre

Par quoi la coopération doit-elle commencer dans des pays où le pouvoir d'achat fond inexorablement depuis dix ans, où les usines ne sont plus que ruines, où le système de santé s'écroule? Les jeunes républiques d'Asie centrale affrontent la confusion et les aléas d'un processus de transition particulièrement douloureux. Un aperçu de l'engagement suisse dans cette région.

(mr) Que faire quand des médecins, des physiennes, des spécialistes de l'astronautique et des enseignants ne survivent plus que grâce au jardin potager devant leur maison? Quand on assiste à une inversion de tendance unique dans l'histoire, un processus qui ramène l'économie du secteur industriel et des services vers le secteur agricole? Depuis 1991, les cinq républiques d'Asie centrale – Kazakhstan, Turkménistan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan – sont livrées à elles-mêmes et cherchent leur voie vers l'économie de marché avec des stratégies et des succès variables. Les plus pauvres d'entre elles sont le Kirghizistan et le Tadjikistan; la coopération suisse se concentre depuis le milieu des années 90 sur ces deux pays et sur l'Ouzbékistan, qui possède un meilleur potentiel de développement économique.

L'engagement de la DDC et du Secrétariat d'État à l'économie (seco) en Asie centrale vise par-dessus tout à soutenir la transition de l'économie planifiée à l'économie de marché, d'un régime autoritaire à la démocratie et au pluralisme. Cela suppose une croissance économique durable qui réduise la pauvreté, une stabilité politique et l'intégration de la région dans l'économie mondiale.

Médecins payés en nature

Le champ d'activité du seco et de la DDC est donc très vaste. Il englobe pour l'essentiel les cinq domaines suivants: création de conditions macro-économiques favorables, développement du secteur privé, gestion des ressources naturelles et des infrastructures, bonne gestion des affaires publiques et sauvegarde de la paix, santé.

Installations industrielles datant de l'ère soviétique: des technologies surannées engendrent d'importantes pollutions



Jeremy Homer / Paros / Strates



Beaucoup d'habitants tirent leur maigre revenu de l'agriculture ou du petit commerce

Bien que les programmes et les projets entrepris dans cette région soient encore jeunes, ils commencent déjà à porter leurs fruits. La population kirghize apprécie tout particulièrement – parmi les nombreux projets en cours – la réfection des hôpitaux situés dans la région de Naryn et à Bichkek. À l'époque de l'Union soviétique, il y avait pléthore médicale : trop d'hôpitaux et trop de médecins spécialistes. Entre temps, les infrastructures hospitalières se sont tellement dégradées qu'elles s'avèrent en partie inutilisables. Le délabrement de la santé publique est tel que l'on parvient à peine à assurer les vaccinations de base. Autrefois, la population pouvait compter sur un système de santé efficace et gratuit de surcroît. De nos jours, elle doit payer la plupart des consultations médicales en nature, car le salaire des médecins ne couvre plus leurs besoins élémentaires.

Pourtant, la densité d'environ 350 habitants pour un médecin est aujourd'hui encore comparable à celle de la Suisse. Par conséquent, la rationalisation des hôpitaux et du personnel est l'une des priorités qui guident la réforme du système sanitaire, au même titre que la remise en état des infrastructures. C'est ainsi que la Suisse a financé des améliorations urgentes dans les cinq principaux hôpitaux de la région de Naryn et qu'elle soutient la formation de leur personnel.

Paysans improvisés

L'économie d'autosuffisance a pris des proportions tout à fait extraordinaires dans les pays d'Asie centrale. Ceux qui en ont la possibilité trouvent refuge dans l'agriculture, qu'ils aient ou non les compétences nécessaires. Deux bons tiers de la population vivent actuellement à la campagne. Et la tendance est à la hausse. Le secteur agricole représente 46 pour cent du produit national brut et 38 pour cent des exportations. Presque la moitié des personnes actives travaillent dans l'agriculture. Cela explique le grand intérêt que suscitent les activités de la coopération suisse en matière de vulgarisation agricole.



Le coton reste une matière première importante, bien que sa production ait fortement diminué

Au Kirghizistan, la Suisse collabore avec la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole (FIDA) à la mise en place d'un réseau décentralisé de conseil agricole, le Rural Advisory and Development Service.

Un autre projet agricole est en voie d'achèvement au Kirghizistan. La laiterie de Siut Bulak, créée en 1995 avec des fonds suisses, doit devenir une entreprise autonome et rentable dès 2002. Quelque 1250 familles de la région de Tiup y livrent leur lait, ce qui leur procure un revenu régulier.

Environ 80 pour cent de la population d'Asie centrale – à savoir 45 de ses 57 millions d'habitants – dépendent des eaux de l'Amu Darya au Tadjikistan et du Syr Darya au Kirghizistan. Une gestion durable et efficace de l'eau est primordiale pour sauvegarder la paix dans la région. Mais comment rationaliser l'emploi de cette ressource vitale en l'absence de stations hydrométéorologiques capables de mesurer la qualité et le volume de l'eau ? Les cinq pays concernés s'intéressent beaucoup à un projet de la DDC pour la formation de 810 hydrométéorologues. Ce projet devrait permettre une exploitation plus durable de l'eau à partir de 2003. ■

(De l'allemand)

Aide suisse en chiffres

Jusqu'en 2006, la DDC et le seco consacreront chaque année respectivement 20 millions et 27 millions de francs à leurs programmes et projets en Asie centrale. Le Tadjikistan et le Kirghizistan, pays les plus pauvres de la région, ont pris des mesures importantes pour libéraliser leur économie et mener à bien les réformes indispensables. Le travail de coopération du seco dans cette région se concentre en priorité sur ces deux pays. Moteurs économiques potentiels de l'Asie centrale, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont les États les plus intéressants pour le commerce extérieur suisse.

«La Banque mondiale devrait être plus sélective»



Matthias Meyer est directeur exécutif à la Banque mondiale. Il représente la Suisse dans les organes exécutifs et dirige le «groupe de vote suisse», un des 24 groupes de pays qui sont représentés au Conseil exécutif de la Banque mondiale.

Le groupe de la Banque mondiale

Le groupe de la Banque mondiale comprend cinq organisations étroitement liées entre elles :

- BIRD : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement accorde des prêts aux pays en développement dont le revenu par habitant est relativement élevé.
- AID : l'Association internationale de développement octroie des crédits à des conditions privilégiées aux pays en développement les plus pauvres.
- SFI : la Société financière internationale soutient le secteur privé dans les pays en développement.
- AMGI : l'Agence multilatérale de garantie des investissements encourage les investissements étrangers directs dans des pays en développement.
- CIRD : le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements favorise les investissements internationaux en conciliant les points de vue des investisseurs et des pays bénéficiaires.

Très disparates en apparence, ces pays ont pourtant beaucoup d'intérêts communs : le groupe de vote suisse à la Banque mondiale réunit des républiques d'Asie centrale et du sud-ouest (Azerbaïdjan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) ainsi que la Pologne et, depuis peu, la Yougoslavie. Maria Roselli s'est entretenue avec Matthias Meyer, directeur exécutif à la Banque mondiale, de cette communauté d'intérêts peu ordinaire.



Patricia Laguerre

Un seul monde : Les pays du groupe de vote suisse à la Banque mondiale sont à première vue très différents les uns des autres. Quels intérêts ont-ils en commun ?

Matthias Meyer : Ils souhaitent pour l'essentiel, comme d'ailleurs tous les pays bénéficiaires, obtenir les meilleures prestations possibles de la Banque mondiale en volume et en qualité. Tous sont des pays en transition, ce qui détermine leur problématique de développement. Ils ont accompli une véritable révolution en passant de l'économie planifiée à l'économie de marché, d'un État autoritaire à la démocratie. Le plus grave problème est qu'ils n'ont plus la possibilité de se référer à l'économie soviétique. Ils sont obligés de réaménager leur système économique et leur commerce dans des circonstances très défavorables. Leur affranchissement a entraîné une

chute dramatique du produit national brut, qui s'est répercutée sur le niveau de vie. La pauvreté et le chômage qui frappent certains de ces pays atteignent aujourd'hui un niveau que l'Asie centrale n'avait pas connu depuis longtemps. Nous parlons là de pays dont le revenu par habitant est comparable – c'est le cas du Tadjikistan – à celui des pays africains les plus pauvres.

Que demandent ces pays ?

Il s'agit de faire progresser la privatisation, d'améliorer ou d'élaguer au besoin les pouvoirs publics, tout en tenant compte des couches sociales les plus pauvres. La Banque mondiale assume dans ces pays une fonction très particulière. Elle constitue avec le FMI le plus important partenaire étranger. Son champ d'action est donc très vaste.

Quels seront les thèmes sensibles pour la Banque mondiale l'année prochaine ?

Une grande question se pose pour les années à venir : comment la Banque mondiale peut-elle exercer une plus grande influence sur la réduction de la pauvreté et pratiquer simultanément une politique sélective ? Elle a gagné en influence et en dimension ces dernières années. Elle est aujourd'hui le premier partenaire international du développement dans de nombreux secteurs, comme l'économie, l'environnement et la santé. Mais une position aussi forte est-elle vraiment souhaitable ? Peut-on se permettre d'être spécialisé dans tant de domaines différents ? J'estime que la Banque mondiale devrait se montrer plus sélective, laisser davantage agir d'autres partenaires dans certains secteurs et améliorer en même temps ses méthodes de lutte contre la pauvreté. Les pays pauvres de notre groupe souhaitent qu'elle tire mieux les leçons des erreurs qui ont été commises, durant les premières années de la transition, dans la privatisation et l'instauration de nouveaux systèmes de sécurité sociale.

Au sein du groupe, la voix des différents pays est pondérée en fonction de leur part au capital. La Suisse est majoritaire, puisqu'elle

détient à elle seule 1,66 des 3,05 pour cent des droits de vote attribués à ce groupe. Comment se prennent les décisions?

Par consensus. Nous essayons d'y intégrer autant que possible les autres membres du groupe. Mais pour des raisons de capacités, ils ne s'expriment souvent que sur des questions les concernant directement. Des représentants de tous les pays travaillent au bureau de la Banque mondiale ou du FMI. Ils constituent notre meilleur relais. Nous écrivons dans certains cas aux gouverneurs. Par ailleurs, nous rencontrons les représentants des pays aux assemblées annuelles de la Banque et du FMI, ainsi que lors des voyages officiels, bien entendu.

Les décisions donnent-elles lieu à des tensions parfois?

Rarement. Je vous donne un exemple: la Pologne utilise encore peu les services de la Banque mondiale, mais elle a obtenu un prêt important qu'elle doit rembourser. Lorsqu'il s'est agi de fixer les taux d'intérêts, il va de soi que la Pologne, en tant que bénéficiaire, a plaidé en faveur de taux bas. La Suisse, elle, se montre plutôt conservatrice en matière de politique financière et elle défend les intérêts de la Banque mondiale. C'est typiquement une opposition d'intérêts. On pourrait penser qu'elle provoque de grands conflits de conscience, mais jusqu'ici, je n'ai eu aucune peine à représenter les intérêts légitimes de ces pays à l'égard de la Banque.



Brian Goddard / Panos / Strates



Patricia Laguerre

La politique de la Banque mondiale fait l'objet de critiques croissantes à travers le monde. Abordez-vous cette question au sein du groupe?

Nous en discutons au Conseil exécutif, mais moins dans le groupe de vote. Cependant, ce thème est important, car il peut influencer la politique future de la Banque. Un des problèmes délicats est de savoir si la Banque mondiale doit continuer à s'engager dans des projets compliqués d'infrastructures. Ces interventions impliquent des coûts politiques élevés. Je pense pourtant qu'un retrait équivaudrait à une sorte de capitulation dont les conséquences seraient encore plus négatives pour les populations concernées. ■

(De l'allemand)

Position des exportateurs suisses

Les exportateurs suisses bénéficient dans des proportions enviables des marchés adjugés par la Banque mondiale. Entre la création de cette institution et le 30 juin 1999, l'économie suisse a fourni à la BIRD et à l'AID des biens et des services totalisant 5,846 milliards de dollars.



Jungeblodt / laif

Grenadiers en fleurs sur fond de misère

Alors qu'il faisait naguère la fierté de l'Union soviétique, le Tadjikistan est aujourd'hui le pays le plus pauvre d'Asie centrale. Après cinq ans de guerre civile, il a connu une terrible sécheresse l'an dernier. Son économie est en déroute, il souffre d'un déficit catastrophique en matière de formation et il est de plus en plus coupé du monde. De Max Schmid*.

Quelques pieds de vigne morts, noirs comme du charbon, pointent du sol desséché, rappelant que du raisin poussait autrefois à cet endroit. Sur la route qui mène de Douchanbe vers le sud en direction de la frontière afghane, le chauffeur nous montre sans mot dire les ruines d'un canal d'irrigation qui longeait le flanc de la montagne, au-dessus de cet ancien vignoble. Bien qu'il fût la plus pauvre des républiques soviétiques, le Tadjikistan avait atteint un certain degré de développement.

Les Soviétiques avaient mis en place de vastes systèmes d'irrigation, même dans les régions les plus reculées, pour permettre la culture du coton et des fruits. Aujourd'hui, le désert reprend ses droits sur des terres jadis fertiles. Au bord de la route, des villageois vendent les grenades, les prunes, les pommes et les poires qui poussent dans leurs jardins. La qualité exceptionnelle des fruits

prouve que là où il est possible d'irriguer la terre malgré la sécheresse, le Tadjikistan est un véritable pays de cocagne.

Cependant, les produits que ces gens proposent dans un large sourire ne sont que les vestiges de leur richesse passée. L'an dernier, le Tadjikistan et d'autres régions d'Asie centrale ont connu la pire sécheresse depuis 70 ans. À la fin de l'automne, la situation était particulièrement grave. «Nous vivons comme en Afrique, nous allons devoir brûler des ceps de vigne et des branches de pommiers pour ne pas geler cet hiver», résumait un paysan vêtu de haillons. Il y a des années que le gaz n'arrive plus jusque dans leurs villages. Le Tadjikistan a d'autant plus souffert de la sécheresse que son économie était déjà affaiblie par cinq ans de guerre civile. L'ampleur de ces années de déclin et d'isolement n'est d'ailleurs perceptible que depuis peu.



Anthony Suau / Agence VU

Un salaire de neuf francs par mois

Fachrabad, qui vend des grenades près de Chalabad, n'a plus les moyens d'envoyer à l'école les trois de ses cinq enfants qui sont encore en âge de scolarité: «Comment pourraient-ils aller à l'école, sans habits convenables et sans chaussures? Nous ne pouvons même pas leur acheter des cahiers et des crayons.» De plus, beaucoup d'enseignants sont partis, car ils n'arrivaient plus à vivre de leur salaire, renchérit une voisine. Au taux de change actuel, un instituteur gagne l'équivalent de neuf francs suisses par mois.

La génération des parents se rappelle combien l'Union soviétique était fière d'afficher une alphabétisation de près de 100 pour cent, même dans ses républiques pauvres, comme le Tadjikistan. Après une décennie de guerre et de troubles, divers signes inquiétants traduisent une régression de la civilisation dans ce petit pays isolé. «La génération qui grandit aujourd'hui n'aura reçu qu'une instruction sommaire. Nombre de jeunes sont pratiquement illettrés. Ils n'ont rien à perdre. Ils éprouveront une vive colère contre tout, contre tous, et ils se battront. Si nous perdons cette génération, le Tadjikistan deviendra un deuxième Afghanistan», craint Munira Chahidi, qui vit à Douchanbe et appartient à la petite élite instruite du pays. Dans la capitale, quelques restaurants, boutiques et bâtiments de construction récente, ainsi que les voitures rutilantes des nouveaux riches et des chefs de la mafia, attestent que

l'économie du Tadjikistan progresse, même si elle demeure à un niveau très modeste. En 2000, le produit intérieur brut a augmenté de plus de 8 pour cent en termes réels. Cette hausse repose pour beaucoup sur l'industrie de l'aluminium, tournée vers l'exportation, qui a augmenté sa production de près d'un tiers l'an dernier.

Ferraille et autres affaires

Dans les campagnes, rien ne laisse entrevoir une croissance. Au contraire, la misère gagne du terrain. En 2000, la production de céréales a diminué de près de moitié par rapport à l'année précédente. Elle est tombée à 255 000 tonnes, un niveau aussi bas que pendant les pires années de la guerre civile. Or les besoins du pays sont quatre fois plus élevés.

Depuis l'ère soviétique, le coton est le principal produit agricole: le sud du Tadjikistan, à la frontière avec l'Afghanistan, était l'un des centres du coton de l'URSS.

Dans un grand champ de la vallée de Chatchk, un groupe de femmes et d'enfants cueillent les houpes blanches sur des buissons bas. Lorsque le système d'irrigation fonctionnait bien et que le pays disposait d'assez d'engrais, les cotonniers étaient presque trois fois plus grands. «À l'époque, de grandes machines récoltaient le coton», raconte Savzagoul, la responsable du groupe. Aujourd'hui, ces travailleuses doivent non seulement cueillir le coton à la



Keystone

L'objet de tous les jours

La grenade

Dans chaque village tadjik, il y a des grenadiers. Cet arbre, qui dépasse rarement quatre mètres de haut, est originaire d'Asie centrale, sans doute de Perse. Il se plaît particulièrement dans les vallées fertiles du Tadjikistan. Les gens d'ici raffolent de ses fruits d'un rouge orangé, riches en vitamine C. La grenadine, qui est un concentré de jus de grenade frais, est également très appréciée. L'écorce est dure et l'intérieur du fruit est rempli de pépins entourés d'une pulpe rouge à la saveur légèrement acide. On consomme les grenades crues, mais on en sèche aussi souvent les pépins pour les utiliser en remplacement des raisins secs. Le Tadjikistan exportait naguère ses *granatiniki* – leur nom en russe – ainsi que d'autres fruits vers les autres républiques soviétiques.

main, mais également l'amener jusqu'au village distant de trois kilomètres, parce que le kolkhoze n'a pas assez de carburant pour les tracteurs et pour les camions. De plus, elles n'ont pas été payées pendant des semaines.

On ne voit aucun homme dans les champs. « Ils s'occupent de leurs affaires », répond Savzagoul, avec une légère hésitation, quand on lui demande ce que font les hommes. Quelles affaires ? « Ils collectent et revendent de la ferraille et de l'acier. » Nul ici n'aime parler ouvertement des autres affaires, mais des allusions percent parfois. Le Tadjikistan est le principal pays de transit pour la drogue afghane qui est acheminée vers la Russie et l'Occident. Selon l'ONU, 60 pour cent des stupéfiants produits en Afghanistan passent par le Tadjikistan. « Notre existence est devenue insupportable », soupire Savzagoul. Elle n'a pas manqué de le dire au président Rakhmonov qui est récemment venu avec une délégation visiter le kolkhoze où elle travaille.

Rebelles islamistes et soldats russes

En 1999, Emomali Rakhmonov a été réélu à la présidence par 97 pour cent des suffrages. À l'instar de ses homologues d'Asie centrale, il gouverne de manière très autoritaire et ne s'embarrasse guère de droits de l'homme : plus de 50 journalistes ont été assassinés ces neuf dernières années.

Aujourd'hui, seuls quelques rares intellectuels osent critiquer ouvertement le régime. Dododjon Atovulloev est l'un d'eux. Exilé en Russie, il édite le journal *Tcharogy Ruz*, qui est imprimé dans les pays baltes et distribué au Tadjikistan. M. Atovulloev reproche au régime tadjik de piller ce pays déjà très pauvre, avec l'appui des islamistes associés au pouvoir : « Ils se partagent les crédits étrangers, l'aide extérieure et les revenus du trafic de la drogue. »

Ces deux dernières années, les pays voisins ont reproché au Tadjikistan de tolérer sur son territoire la présence de camps d'entraînement de rebelles islamistes. Les relations se sont tendues avec l'Ouzbékistan et le Kirghizistan, qui sont régulièrement la cible d'attaques lancées par les rebelles durant les mois d'été. Les mines que l'Ouzbékistan a placées le long de sa frontière avec le Tadjikistan et l'obligation réciproque de visa récemment instaurée témoignent de l'isolement croissant entre les différents pays d'Asie centrale. En raison de ces problèmes de sécurité et de la misère économique, le Tadjikistan est fortement dépendant de l'aide de Moscou. Il est le seul pays à autoriser le stationnement de troupes russes sur son territoire. Quelque 10000 soldats russes contrôlent la frontière avec l'Afghanistan. ■

** Max Schmid est correspondant de la radio suisse allemande DRS pour les pays de l'ex-Union soviétique. Il vit et travaille à Moscou.*

(De l'allemand)

La Suisse et le Tadjikistan

Priorité au développement local et social

(bf) Le Tadjikistan fait partie des pays avec lesquels la DDC coopère depuis relativement peu de temps. Comme le Kirghizistan, il est un pays prioritaire de la DDC en Asie centrale. Pendant la guerre civile (1992-1997), la Suisse lui a fourni une aide humanitaire. En 1998, lorsque la situation politique l'a permis, la DDC a commencé à élaborer un programme de coopération technique et à réduire sensiblement son aide humanitaire. En 2001, elle a alloué environ 4 millions de francs au Tadjikistan. Ce budget est géré par son bureau de coordination, à Douchanbe, également compétent pour les projets du seco.

Les activités de la DDC se concentrent essentiellement sur deux domaines:

Bonne gestion des affaires publiques: D'une part, il s'agit d'améliorer les conditions de vie en général et de lutter contre la pauvreté. D'autre part, les activités doivent soutenir le fonctionnement des institutions étatiques et la participation de la population aux processus de décision. La coopération se concentre sur les thèmes suivants: «développe-

ment local», «système judiciaire et droits de l'homme», «formation d'une société pluraliste et tolérante». Certains projets visent à soutenir l'essor d'organisations villageoises, en octroyant des microcrédits aux petits entrepreneurs et en particulier aux femmes, ou en réunissant autour d'une table les représentants de la société civile et des autorités afin qu'ils trouvent ensemble des solutions. D'autres projets ont pour but d'instituer un système judiciaire indépendant, d'améliorer le système pénitentiaire ou de faire cesser la violence à l'égard des femmes.

Domaine social: Dans la région autonome de Gorno-Badakhchan, à l'est du Tadjikistan, la DDC vise à promouvoir le développement social en soutenant le système éducatif (assurer une bonne formation aux enfants et aux adolescents) et le système de santé publique (garantir à toute la population un accès aux soins médicaux de base). Elle souhaite aussi œuvrer au niveau national pour encourager la mise en place d'un système de santé efficace.

Faits et chiffres

Nom

République du Tadjikistan

Capitale

Douchanbe
(528 000 habitants)

Superficie

143 100 km²

Population

6,4 millions d'habitants
(dont près de la moitié ont moins de 14 ans)
Tadjiks: 65%
Ouzbeks: 25%
Russes: 3,5%
Autres: 6,5%

Langues

Tadjik (très proche du farsi parlé en Iran), russe et ouzbek

Religion

Islam (majoritairement sunnite)

Emploi

Taux de chômage officiel: 2,6% (ne correspond certainement pas à la réalité). Près de la moitié de la main-d'œuvre travaille dans le secteur agricole et un cinquième environ dans l'industrie.

Principaux biens d'exportation

Aluminium, électricité, coton, fruits

Monnaie

somoni (introduit en octobre 2000)

Repères historiques

8 ^e s.	Les Tadjiks forment pour la première fois un groupe ethnique distinct. Des tribus arabes conquièrent l'Asie centrale et y introduisent l'islam.	1990	L'état d'urgence est décrété à la suite de manifestations en faveur de la démocratie. Le Soviet suprême proclame la souveraineté du Tadjikistan.
9 ^e -10 ^e s.	La dynastie perse des Samanides étend son contrôle sur l'Asie centrale. Boukhara devient un centre de la culture musulmane.	1991	Après l'échec du putsch de Moscou, le Tadjikistan est la dernière république soviétique à déclarer son indépendance. Adhésion à la CEI.
13 ^e s.	Gengis Khan conquiert le Tadjikistan et le reste de l'Asie centrale (Empire mongol).	1992	Des manifestations anti-gouvernementales tournent à la guerre civile. Les forces gouvernementales pro-communistes sont opposées à une coalition «islamo-démocratique». Des dizaines de milliers de personnes périssent et un dixième de la population fuit le pays.
14 ^e s.	Le Tadjikistan est intégré à l'Empire de Tamerlan (Timour Lang), souverain d'origine turque.		
16 ^e -18 ^e s.	La dynastie des Safavides règne pendant près de trois siècles sur le Tadjikistan.		
1860-1900	Le pays est coupé en deux: le Nord est contrôlé par la Russie des tsars et le Sud par l'émir de Boukhara.	1994	Le principal dirigeant du camp gouvernemental, Emomali Rakhmonov, est élu président.
1917/1918	En pleine révolution russe, des rebelles armés d'Asie centrale tentent vainement de provoquer un soulèvement.	1997	Un accord de paix négocié par l'ONU met fin aux hostilités. Les islamistes participent désormais au pouvoir. Le Tadjikistan est sans nul doute le pays d'Asie centrale le plus instable.
1921	Le nord du Tadjikistan est intégré à la république socialiste soviétique autonome du Turkestan.	1999	M. Rakhmonov est réélu président.
1929	Création de la République socialiste soviétique du Tadjikistan, suivie par la collectivisation de l'agriculture, malgré un large mouvement d'opposition.	2000	Élections au parlement bicaméral. Aucun des scrutins organisés jusqu'à présent n'a été qualifié de libre ou d'équitable par les observateurs internationaux.
1989	Le tadjik devient langue officielle.		



La chose la plus injuste du monde



Roman Kojevnikov, âgé de 23 ans, est un Tadjik russophone qui habite à Douchanbe. Il a travaillé durant trois ans pour des projets humanitaires de la Fondation Aga Khan. Actuellement, il est concepteur de sites Internet dans une agence de publicité. «J'aime les films de David Lynch et les romans de Stephen King. Je suis fier de devenir papa prochainement», déclare-t-il.

Heureusement, je peux me rendre au travail à pied. Mon bureau se situe tout près de chez moi. J'aime mon travail. Enfin presque. Pourquoi presque? Parce que mes supérieurs me font des reproches à chaque fois que j'arrive en retard. Pourquoi donc les chefs ne s'aperçoivent-ils que des retards? Ils ne remarquent jamais les heures supplémentaires que tu fais presque chaque soir afin de liquider plus de choses qu'une journée ordinaire de travail ne le permet. Cela en dépit du fait qu'ils te paient mal, et même très mal. Néanmoins, ce travail me procure une certaine satisfaction. Certes, je m'engageais davantage dans mon ancien emploi. Je le trouvais plus intéressant, parce qu'un certain prestige y était attaché, et surtout en raison des responsabilités que j'assumais. Beaucoup de choses dépendaient de moi, je les accomplissais le mieux possible. Mais parfois il faut simplement s'en aller. Personne ne t'en convainc mieux que ton propre chef lorsqu'un jour il se met à vanter tes mérites et tes performances avec emphase tout en signant ta lettre de licenciement.

Malgré tout, la vie est magnifique sous toutes ses facettes. Elle l'est d'abord du simple fait que tu la possèdes, même si elle est la chose la plus injuste au monde. La vie est injuste, mais il y a des moments où elle vaut la peine d'être vécue: un enfant t'a souri dans la rue; le chien du voisin t'a salué en remuant la queue. Ce sont tous ces agréables petits riens qui font le bonheur de la vie.

Comme il est agréable de travailler quand tu as l'impression que ton boulot sert à quelque chose et que l'on t'apprécie. Mais cela arrive rarement. Tout à coup, alors que tu vaques à des activités monotones, voilà que tu te souviens de ton enfance. Lorsque tu restais seul à la maison, tu organisais des concerts pour toi tout seul et tu te mettais à danser. Tu jouais

à la fois le scénographe, le metteur en scène et l'acteur principal de ton propre show. Plus tard, tu es devenu le meilleur danseur dans les soirées. Et si les filles te choisissent comme cavalier, ce n'est pas parce qu'elles te trouvent sympathique, mais parce que tu danses vraiment bien.

La vie est extraordinaire. Elle est énigmatique. Tantôt nous jouons avec elle, tantôt c'est elle qui joue avec nous. Quoi qu'il en soit, il faut continuer à vivre. Je ne veux pas répéter une banalité du genre «il faut croire en soi-même». Non. Il faut tout simplement vivre, sans avoir peur d'être mal compris. Le grand Salvador Dali disait: «N'ayez pas peur de la perfection, vous ne l'atteindrez jamais.» J'essaie donc de me contenter de peu, tout en aspirant à davantage. C'est là que réside, à mon avis, le sens principal de la vie. Je ne veux pas penser que toute ma vie puisse s'écouler comme un jour monotone. En réalité, tous les jours ne se ressemblent pas, il suffit de faire un effort pour s'en rendre compte.

Le pire, c'est lorsque tu ne gardes plus aucun souvenir de ton passé. Personnellement, j'en ai beaucoup. Parfois, c'est simplement un beau coucher de soleil (comme s'il en existait de laids!), parfois c'est un regard aimable que l'on t'a adressé. Ou encore l'appel d'un ancien ami dont tu avais été très proche autrefois. Tu pensais même que vos destins seraient liés. Il n'en a pas été ainsi. Aujourd'hui, tu peux y penser sans être saisi par l'émotion. Et tu constates avec du recul que tu t'étais trompé et que ton ami a trouvé son bonheur sans toi.

Alors, continuons à vivre, jouons avec la vie sans nous laisser abattre par les défaites qu'elle nous inflige. ■

(Du russe)



Van Lohuizen Kastr / Agence VU



Comblent le fossé numérique

Il y a bien plus de raccordements à Internet sur l'île de Manhattan qu'en Afrique. Un seul quartier mieux doté que tout un continent... Cette comparaison donne la mesure du «fossé numérique». Ce n'est pas juste un fossé de plus entre pays riches et pays pauvres, entre le Nord et le Sud. Celui-là est plus profond et plus dangereux.

Nous connaissons certes les «anciens» fossés: niveau de vie, accès à l'eau potable et à la nourriture, espérance de vie, travail et formation. La coopération au développement lutte déjà contre eux. Elle doit à présent s'attaquer d'urgence au fossé numérique, car il risque de marginaliser les pays pauvres, de les déconnecter du reste du monde. Être laissé à l'écart est bien plus douloureux qu'être «simple-ment» pauvre. Cette affirmation peut sembler étrange, mais elle ne l'est pas: celui qui n'a pas accès à l'information n'a pas accès au savoir. Et il court alors le risque d'être exclu du développement. C'est là une réalité que j'ai pu vérifier à chacun de mes voyages: pour beaucoup, il est plus facile de supporter la pauvreté que la marginalisation.

Le comblement de ce fossé numérique comprend trois aspects: premièrement, la connexion avec le monde; deuxièmement, le pouvoir donné au Sud d'exploiter lui aussi les possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information; troisièmement, la diffusion dans le monde entier du savoir-faire local des pays et des cultures.

Avec sa coopération multilatérale, la DDC est à pied d'œuvre. Nous faisons tout notre possible pour que la communauté internationale s'attaque à ce problème. Plus concrètement, nous soutenons une série de programmes et de projets de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou de l'UNESCO. Ces activités comprennent la formation de journalistes ou

la fourniture d'équipement à des universités. La Suisse contribue ainsi à réduire le fossé numérique.

À l'avenir, nous pourrions intensifier encore nos efforts dans ce domaine, car la DDC est désormais représentée au Comité exécutif du Partenariat mondial du savoir (GKP). De plus, nous assumons pendant deux ans la présidence de ce réseau informel qui regroupe des institutions publiques et privées, du Nord et du Sud. Le GKP a été fondé en 1997. Il s'est acquis une solide réputation dans le débat sur les chances et les risques que comportent les technologies de l'information et de la communication, du point de vue de la coopération au développement. La Suisse souhaiterait en particulier renforcer la représentation des pays en développement au sein du GKP. ■

Walter Fust
 Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Des urgences comme à la télévision

Centrales d'alarme délabrées, manque d'équipements, ambulances vétustes se déplaçant avec retard... Jusqu'à récemment, les services d'urgences médicales étaient tellement précaires en Roumanie que beaucoup de malades y ont laissé leur vie. Un programme suisse a permis de mettre sur pied des systèmes performants à Bucarest et dans six départements.



KeyStone

(Jls) Victime d'un grave accident, une femme agonise non loin de la cathédrale de Iasi, dans le nord-est de la Roumanie. Quelqu'un compose le 961, le numéro des urgences valable dans tout le département. Moins de 90 secondes après cet appel, une ambulance démarre. La blessée est transportée à l'hôpital Saint-Spiridon. Elle reste 24 heures entre les mains des médecins urgentistes qui la ramènent à la vie.

taté les résultats obtenus sur le plan technique et conceptuel.

Changer les mentalités

L'informatisation des centrales d'alarme et la modernisation des moyens de communication ont considérablement réduit l'intervalle entre un appel téléphonique et l'arrivée de l'ambulance sur les lieux. Avec l'aide financière de la Banque mondiale, les vieilles Dacia break, qui circulaient sans aucun matériel médical à bord, ont été remplacées par de véritables ambulances entièrement équipées. Arrivés à l'hôpital, les malades sont pris en charge de manière professionnelle dans des stations d'accueil autonomes. Médecins, infirmières et ambulanciers ont reçu la formation nécessaire.

«Ce programme a apporté, pour la première fois en Roumanie, la vision d'un système global de l'urgence médicale orienté vers le patient. L'aide matérielle, aussi indispensable soit-elle, n'améliore un service que si elle s'accompagne d'une nouvelle façon de penser», conclut Mirel Bran. ■

Deux étapes

Le programme de coopération portant sur l'amélioration des urgences médicales s'est déroulé en deux temps. De 1994 à 1996, la DDC et le seco ont financé, pour un montant de 5,5 millions de francs, l'équipement et la formation de ces services dans la capitale, Bucarest. En 1998, un projet similaire a démarré dans les départements de Cluj, Constanta, Dolj, Iasi, Mures et Timis, où six hôpitaux universitaires ont été réformés. Pour cette seconde phase, qui a pris fin en janvier 2001, la contribution suisse s'est élevée à 9,5 millions de francs.

Il y a quelques années, ce sauvetage aurait été impensable. Aucun hôpital de Iasi ne disposait d'une unité réservée aux urgences. Du fait que les spécialités cliniques sont réparties entre les différents établissements, cette femme, atteinte de lésions crâniennes, aurait d'abord été dirigée vers l'hôpital de neurochirurgie. Constatant des hémorragies internes à traiter en priorité, le médecin de permanence aurait alors ordonné de la replacer dans l'ambulance et de la conduire à l'hôpital départemental, situé à l'autre bout de la ville.

Ce scénario est décrit par le journaliste roumain Mirel Bran, qui a rédigé le rapport final sur le programme d'amélioration du système d'urgences médicales dans six départements roumains. Mandaté par la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (seco), qui ont financé ce programme, le journaliste a cons-

Un pôle entre le Nord et le Sud

La Suisse s'est dotée d'un Pôle de recherche Nord-Sud. Plusieurs institutions scientifiques étudieront les syndromes du changement global et les stratégies susceptibles de les alléger. En partenariat avec des chercheurs locaux, elles travailleront dans huit régions particulièrement affectées par ces syndromes qui menacent la population et l'environnement.

(jls) Ce réseau a vu le jour en juin dernier, lorsque les Chambres fédérales ont voté une rallonge budgétaire au programme des Pôles de recherche nationaux (PRN). Le Fonds national de la recherche scientifique est ainsi en mesure d'assumer le coût de la recherche en Suisse. De son côté, la DDC financera la participation des institutions des pays partenaires. «Le savoir est une source de bien-être reconnue. Nous attachons une grande importance aux efforts visant à réduire les inégalités entre le Nord et le Sud dans ce domaine», souligne Daniel Maselli, de la DDC.

Établi pour dix ans, le pôle Nord-Sud sera coordonné par le Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne. «Notre projet repose sur une analyse transdisciplinaire des syndromes», souligne Hans Hurni, directeur du pôle Nord-Sud et codirecteur du CDE. L'approche par discipline ne suffit plus pour étudier les changements qui mettent aujourd'hui en danger la structure de la planète. «Un médecin doit collaborer non seulement avec un vétérinaire, mais également avec une ethnologue ou une agronome», illustre M. Hurni.

Porteurs de crises

Le concept de «syndrome» désigne le cumul de différents problèmes étroitement liés entre eux, qui surviennent dans un contexte particulier. Ainsi, la désertification – «syndrome du Sahel» – se manifeste dans des zones semi-arides; elle résulte d'un manque d'eau, associé à une surexploitation des terres et à une consommation abusive du bois comme source d'énergie. Les syndromes du changement global entraînent généralement des crises graves dans les pays en développement et en transition.

Les travaux du pôle porteront sur trois syndromes majeurs: la désertification, l'urbanisation et les risques liés aux zones de montagnes. Ils seront menés dans huit régions (trois en Afrique, trois en Asie et deux en Amérique latine) sur la base de partenariats scientifiques avec des instituts locaux. Les chercheurs étudieront l'impact de nombreux problèmes fondamentaux, tels que les barrières institutionnelles, les conflits, la pauvreté, les maladies infectieuses, la raréfaction de l'eau, la dégradation des terres, etc. ■

Un réseau mondial

Le PRN Nord-Sud comprend sept institutions suisses: le CDE, l'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (EAWAG-EPFZ), l'Institut tropical suisse (ITS), l'Institut de recherche sur l'environnement construit (IREC-EPFL), l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), la Fondation suisse pour la paix et l'Université de Zurich. Ce noyau est complété par une série de partenaires de taille plus modeste qui pourront être sollicités pour des tâches spéciales. Le même principe prévaut dans le Sud, où le pôle collaborera régulièrement avec un groupe d'institutions réputées, tout en allant chercher au besoin des compétences complémentaires auprès d'autres partenaires.



Jorgen Schytte / Still Pictures

Des Bangladaises à l'école de la démocratie

Depuis 1997, le pouvoir se décentralise au Bangladesh. Des structures de gouvernement se mettent en place au niveau local. Pour pouvoir profiter de cette démocratie toute neuve, les populations rurales doivent en apprendre les mécanismes. Un projet suisse propose une éducation politique aux femmes et forme les élus à la bonne gestion des affaires publiques.

(Jls) La réunion se tient toutes les deux semaines sur une place ombragée du village. Drapées dans leurs saris, une dizaine de Bangladaises, issues des milieux les plus pauvres, sont assises par terre face à la formatrice. Quelques maris, pas très rassurés, se tiennent à l'écart et écoutent les discussions.

Aujourd'hui, le groupe parle de la loi qui réserve aux femmes un tiers des sièges dans les nouveaux conseils locaux: ses implications, la procédure à suivre pour se présenter aux élections et la charge qui incombe aux élus. Lors d'une prochaine séance, la formatrice expliquera par quels canaux la population doit transmettre ses demandes au gouvernement local, ou comment les femmes peuvent développer leurs propres réseaux politiques. On parlera aussi des droits de la femme, largement bafoués par une tradition islamique très patriarcale: les participantes réaliseront qu'elles ont le droit de s'exprimer, d'intervenir dans l'éducation des enfants, de voter librement ou encore de dénoncer les violences conjugales.

la DDC. «Le but est de renforcer la démocratie locale par le biais des femmes. Privées de tout pouvoir dans la société traditionnelle, les Bangladaises doivent prendre confiance en elles, sans quoi elles ne pourront pas jouer le rôle que leur confère la nouvelle législation», explique Véronique Hulmann, chargée de programme à la DDC.

Des «bleus» au pouvoir

Un autre volet du projet est consacré à la formation des élus. En décembre 1997, les premières élections locales ont porté au pouvoir plusieurs dizaines de milliers d'individus qui n'avaient aucune expérience de la gestion gouvernementale. Les élus des deux sexes doivent apprendre en quoi consistent leur rôle, leurs prérogatives et leurs responsabilités. «Cette formation les aide à comprendre qu'un corps élu représente les intérêts de la population et doit lui rendre des comptes. Il prend ses décisions après avoir consulté les organes de la société civile. Et il informe le public une fois que sa décision est prise», ajoute Mme Hulmann. ■

Décentralisation en cours

Le Parlement du Bangladesh a adopté en 1997 une législation visant à renforcer l'administration locale dans les régions rurales. Il a engagé un processus qui comprend l'élection de conseils par le peuple à quatre niveaux de gouvernement: les villages, les unions, les *thanas* (sous-districts) et les districts. Dans chacune de ces structures, un tiers des sièges doit être occupé par des femmes. Pour l'instant, seul le niveau des unions – entités regroupant une quinzaine de villages – a été pourvu de conseils. Le scrutin s'est déroulé en décembre 1997. Ce jour-là, grâce au régime des quotas, quelque 14 000 Bangladaises sont entrées dans la fonction publique.

Dans dix districts du Bangladesh, de nombreux groupes comme celui-ci participent à un projet de



Jorgen Schytte / Still Pictures

Nouveau directeur exécutif à la Banque mondiale

(sia) Le Conseil fédéral a nommé un nouveau directeur exécutif suisse auprès de la Banque mondiale: Pietro Veglio succédera le 1^{er} avril 2002 à Matthias Meyer. Originaire du Tessin, M. Veglio a étudié l'économie à l'Université de Fribourg. Entré en 1969 au service de la coopération suisse au développement, il y a occupé diverses fonctions dirigeantes aussi bien à Berne qu'à l'étranger. Actuellement, il dirige la Division des examens de l'aide et du suivi des politiques auprès de la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE à Paris.

Au service de la banque des femmes

(ik) Depuis le 1^{er} août dernier, Kathryn Imboden travaille à New York pour la Banque mondiale des femmes, la Women's World Banking (WWB), où elle a été nommée conseillère politique (Policy Advisor). Réseau

mondial regroupant 40 institutions financières, la WWB a pour objectif d'accroître la participation et les acquis économiques des femmes à faible revenu. Avant d'entrer à la WWB, Mme Imboden a été active dans plusieurs pays pour la promotion de la microfinance au niveau local. En 1986, elle a été engagée par la DDC en tant qu'économiste au sein de la Division des ressources thématiques.

Plus tolérants grâce à la télévision

(bf) La série télévisée *Nashe Maalo* (Nos voisins) vise à développer le sens de la tolérance chez les enfants des diverses ethnies qui peuplent la Macédoine. Elle est diffusée en quatre langues: macédonien, albanais, turc et rom. La DDC assume une grande partie de son financement (voir *Un seul monde* n° 3/2000). Afin d'évaluer la qualité éducative de la série, une enquête a été menée – notamment par l'Institut de sociologie

de l'Université de Skopje – auprès de 240 enfants issus de ces ethnies. Elle a mis en lumière des «résultats réjouissants dans la perspective d'un avenir meilleur et plus pacifique». De manière générale, les enfants font preuve d'une plus grande ouverture à l'égard de leurs camarades qui parlent une autre langue. En outre, ils se sont débarrassés de quelques préjugés et stéréotypes, pourtant fermement enracinés.

Ruée vers la sortie de secours

(gnt) La DDC a connu un succès inespéré lors des festivals de l'été en Suisse romande. Un petit autocollant est devenu un objet-culte au Paléo Festival de Nyon et au Festiv'Alpe de Château-d'Ex: il représente un pictogramme «sortie de secours» légèrement modifié et porte le message «Ensemble pour un seul monde». Plus de 35 000 exemplaires ont été distribués. Les adolescents ont particulièrement apprécié ce motif, dû au dessina-

teur publicitaire Urs Näf, qui permet diverses interprétations et applications. Au bas de l'autocollant, une ligne en petits caractères renvoie au site Internet de la DDC (www.ddc.admin.ch). Celui-ci présente désormais une nouvelle structure et contient aussi des informations sur la formation.

Cheffe de la DCE

(gn) Depuis le 1^{er} octobre dernier, Theresia Adam est vice-directrice de la DDC et responsable de la Division de la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI (DCE). Cette agronome travaille à la DDC depuis 1987. D'abord chargée de programme à la section Afrique occidentale, elle a ensuite dirigé le bureau de coordination de Niamey, au Niger. En avril 1999, elle a été promue cheffe suppléante de la section Ressources naturelles et environnement.

Au fait, qu'est-ce que l'aide liée ou non liée?

(bf) Dans le cadre de la coopération au développement, on parle d'aide liée lorsque la fourniture de biens et de services financés par l'aide publique au développement est assurée exclusivement par des entreprises du pays donateur. L'aide n'est pas liée lorsque le pays bénéficiaire peut acquérir ces biens et ces services sur le marché international. L'aide liée ne signifie pas que l'on renonce à toute procédure d'appel d'offres. Cependant, un déliement peut renforcer la qualité et l'efficacité de l'aide, dans la mesure où le choix des prestataires et des solutions est plus vaste. Au printemps dernier, après de laborieuses négociations qui ont duré près de trois ans, les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) ont décidé de délier l'aide destinée aux pays les moins avancés. La Suisse s'est engagée activement pour l'adoption de cette mesure. Le déliement de l'aide – une obligation à laquelle la politique suisse de coopération satisfait déjà – constitue un pas concret dans la réalisation d'un développement basé sur un partenariat réel entre pays donateurs et pays bénéficiaires.



Daniel Schwartz / Lookat

Des milliards perdus pour le développement

Une conférence internationale, qui se tiendra l'an prochain à Monterrey (Mexique), devrait fixer de nouvelles règles concernant le financement du développement. Bruno Gurtner, de la Communauté de travail Swissaid/Action de Carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas, et Régis Avanthay, responsable du dossier «Monterrey» à la DDC, évoquent avec Gabriela Neuhaus les perspectives qu'offre une promotion plus efficace des pays pauvres.



Iris Krebs (4)

Bruno Gurtner



Régis Avanthay



Un seul monde: L'ordre du jour de la conférence de Monterrey est vaste (voir page 28). Où situez-vous les priorités?

Bruno Gurtner: Je considère comme fondamentale l'interaction des six domaines qui seront traités. Au cours des dernières années, une vision d'ensemble a fait défaut dans le débat sur le développement.

Régis Avanthay: Pour nous, il est essentiel que l'aide publique soit considérée aujourd'hui comme l'une des six sources de financement du développement et non plus comme la source unique. Par ailleurs, les questions de «gouvernance» revêtent une grande importance. De plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer une symétrie de la bonne gestion des affaires publiques au niveau national et international.

Un seul monde: L'aide publique au développement a des objectifs clairement définis; c'est moins le cas pour les autres sources de financement, qui sont soumises à de violents conflits d'intérêts. Est-il réaliste d'escompter l'adoption et l'application de réglementations en faveur des pauvres dans des secteurs tels que le commerce ou les investissements internationaux?

Bruno Gurtner: Petit à petit, l'oiseau fait son nid. Prenez le cas du désendettement: c'est grâce à une pression extérieure constante que l'on est parvenu

lentement à des résultats. Certes, ceux-ci ne sont pas encore suffisants, mais on s'est rendu compte que certains problèmes doivent être résolus rapidement. La même stratégie peut s'appliquer ailleurs. Qui aurait imaginé il y a trois ou quatre ans qu'une conférence ministérielle de l'OMC se pencherait un jour sur le problème de la pauvreté? C'est pourtant le cas aujourd'hui. D'ailleurs, Horst Köhler, directeur général du Fonds monétaire international, et James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, affirment qu'il faut agir dans ce domaine. Les choses commencent à bouger.

Régis Avanthay: Contrairement à ce qui s'est produit lors de conférences précédentes, une large alliance se dessine en prévision de Monterrey. Les institutions de Bretton Woods et l'OCDE ont participé activement aux rencontres préparatoires. L'économie privée était également représentée. Il est crucial que cette alliance voie le jour. Loin d'être un but en soi, cette conférence marque un nouveau départ.

Bruno Gurtner: Entièrement d'accord. Les objectifs du développement à réaliser d'ici 2015 comprennent la réduction du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue (avec moins d'un dollar par jour), la réduction de la mortalité maternelle et infantile, l'accès à l'école primaire et des soins de santé suffisants pour tous. Si l'on veut atteindre ces buts, il faut prendre les mesures nécessaires à tous les niveaux. La conférence est une bonne chose, mais elle com-



Ron Gilling / Still Pictures



Ron Gilling / Still Pictures



porte des risques. Il se pourrait par exemple – cela s'est déjà produit – que les différents groupes d'intérêts posent leurs exigences, sans être prêts eux-mêmes à donner quelque chose.

Régis Avanthay: Il y a également le risque que la conférence débouche sur des déclarations d'intention, au lieu de prendre des décisions concrètes et applicables à court terme. C'est pourquoi nous tenons à aborder des questions précises dans le cadre des domaines qui ont été définis. La «bonne gestion économique» est un thème central, que l'on continue hélas de sous-estimer. Il faudrait par exemple se pencher en priorité sur la fiscalité. Les impôts sur le revenu et sur la fortune sont des sources de financement que les pays en développement n'utilisent pas suffisamment.

Bruno Gurtner: En effet, de nombreux pays n'exploitent pas assez ces possibilités. Cela soulève la question des mécanismes mondiaux qui les empêchent de le faire. Chaque pays souhaite attirer chez lui des sociétés multinationales et des particuliers fortunés. Cette concurrence fiscale a pour conséquence grotesque de réduire à des sommes dérisoires les impôts des multinationales et des riches. L'organisation de coopération britannique Oxfam estime que les pays en développement perdent ainsi 50 milliards de dollars par année. Cela correspond à peu près au montant de l'aide publique au développement. Les centres offshore, qui abritent des groupes transnationaux, portent une part de responsabilité, mais la Suisse attire aussi les capitaux de l'évasion fiscale. Si nous voulons aborder la bonne gestion économique, nous devons nous attaquer également à ces problèmes-là.

Régis Avanthay: Cela prouve bien que l'attitude du Nord prive souvent le développement de gros-



Jorgen Schyte / Still Pictures

ses sommes d'argent. Il existe pourtant un exemple encore plus frappant: les pays du Nord subventionnent leur agriculture à raison de 300 milliards de dollars par an, alors que la somme nécessaire pour soutenir les efforts de développement dans le domaine agricole se situe entre 40 et 45 milliards de dollars. Les Centres internationaux de recherche agricole (CGIAR) reçoivent chaque année 253 millions. En comparant ces chiffres, on constate qu'une réduction de 10 pour cent des subventions à l'exportation suffirait presque à financer le développement agricole...

Un seul monde: Qu'est-ce que la conférence de Monterrey peut changer? Qu'en attendez-vous?

Bruno Gurtner: J'en espère une nouvelle impulsion, une relance du débat mondial sur la politique de développement, qui est au point mort depuis



Ron Gilling / Still Pictures



Ron Gilling / Still Pictures



Jorgen Schytte / Still Pictures

quelques années. Par ailleurs, je serais heureux que dix ou vingt mesures soient mises sur les rails et ensuite concrétisées.

Régis Avanthay: J'espère vivement que l'alliance multilatérale voie le jour et se dote d'une structure de suivi, afin que les institutions participantes continuent à se rencontrer régulièrement et à collaborer. Je place aussi beaucoup d'espoir dans le dialogue à long terme avec de larges secteurs de la société, notamment avec l'économie privée au sujet du désendettement, des flux de capitaux, etc. L'économie privée doit prendre des engagements dans ces domaines. Enfin, j'espère que cette conférence s'engagera dans une autre dynamique que les conférences classiques de l'ONU. Telles sont les attentes qui prévalent à l'heure actuelle. ■

(De l'allemand)

La conférence de Monterrey

La conférence sur le financement du développement se tiendra du 18 au 22 mars 2002 à Monterrey, au Mexique. Ce n'est qu'après de longues discussions qu'elle a pu être convoquée. Les États-Unis ont fait pression pour qu'elle n'ait pas le statut de conférence officielle de l'ONU. Il s'agira donc d'une «réunion intergouvernementale de haut niveau». Son ordre du jour se subdivise en six domaines:

1. Mobilisation des ressources nationales: inciter les pays concernés à prendre des mesures appropriées (pour améliorer, par exemple, leurs revenus fiscaux).

2. Mobilisation des ressources internationales privées: promouvoir les investissements internationaux privés à long terme.

3. Commerce: améliorer l'accès aux marchés des pays industrialisés pour les produits exportés par les pays en développement.

4. Aide publique au développement: accroître son efficacité en améliorant la coordination et la collaboration entre les acteurs.

5. Dette: encourager et intensifier les actions de désendettement en faveur des pays les plus pauvres.

6. Problèmes systémiques: améliorer la transparence en matière de politique économique internationale, établir des règles internationales contraignantes.

Le noma, visage de la misère

Quand on entend son nom pour la première fois, on ne sait pas de quoi il s'agit. Quand on en entend la description, on n'arrive pas y croire. Et quand on le voit de ses propres yeux, on ne peut plus jamais être le même qu'avant. Le noma est une maladie qui ne laisse pas seulement des cicatrices indélébiles sur le visage de ses petites victimes, mais qui incruste aussi ses séquelles dans l'esprit de ceux qui le croisent: la honte de n'avoir pas su plus tôt, l'horreur que cela soit encore possible au 21^e siècle, l'incompréhension que si peu d'organisations humanitaires s'en occupent.

Chaque année, dans l'indifférence générale, environ 100 000 enfants en bas âge, vivant dans les régions les plus pauvres d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne, paient un tribut inacceptable à la malnutrition, au manque d'hygiène et à l'ignorance. D'une gingivite devenue ulcéro-nécrotique à un œdème de la joue passé inaperçu, l'infection se développe en quelques jours avant de devenir irréversible, en raison d'un affaiblissement des défenses naturelles. Et pourtant, durant ce laps de temps, une antibiothérapie banale aurait suffi pour interrompre le cours de la maladie. Mais personne ne savait...

L'enfant est maintenant condamné à voir une nécrose pestilentielle ravager son visage, détruisant tissus mous et tissus osseux, et à présenter au monde dit civilisé le vrai visage de la misère: hideux, révoltant, inacceptable. Environ 20 pour cent des victimes survivent, mais au prix de souffrances intolérables: trous béants dans la face, rétractions cicatricielles qui bloquent les mâchoires et empêchent une alimentation normale, troubles respiratoires, rejet social à cause de l'apparence repoussante des séquelles. Des enfants sans visages, saviez-vous que cela existait?

En raison de son caractère non transmissible, le noma n'est une priorité pour personne. En raison de son lien direct avec la malnutrition et le manque d'hygiène, il apparaît comme un problème insoluble. Et pourtant c'est un symbole: le symbole du déséquilibre dans lequel évolue notre monde clivé entre société de gaspillage et populations affamées, entre technologies ultrasophistiquées et dénuement total. C'est le symbole de notre vision à court terme lorsque nous oublions que l'humanité ne pourra pas avancer très loin en laissant trois quarts de sa population derrière elle. Tirer la sonnette d'alarme ne relève pas

d'une question de solidarité naïve, mais bel et bien d'un problème de sécurité pour l'avenir de notre planète.

Dans le cas du noma, des équipes de chirurgiens ont commencé à former des confrères africains capables d'opérer sur place les séquelles d'enfants défigurés. Des organisations non gouvernementales (ONG), comme Sentinelles, Hilfsaktion Noma et Hymne aux Enfants, parcourent les villages du Sahel pour apprendre aux mères à détecter la maladie à un stade encore réversible. De son côté, Winds of Hope, la fondation créée par Brian Jones, Breitling et moi à la suite du Tour du Monde en ballon, s'est fixé comme but d'utiliser la médiatisation du projet Breitling Orbiter pour faire un peu mieux connaître le noma auprès des pouvoirs politiques et financiers. De plus, Winds of Hope attribue chaque année une bourse destinée à soutenir des projets menés par différentes ONG. Elle finance au Niger le programme national de prévention et de détection précoce du noma. Ce programme doit sensibiliser au problème du noma 2200 agents de santé, soit quasiment un par village du pays, et les former à reconnaître les tout premiers symptômes de la maladie. Il ressemblera ensuite à étendre ces actions dans les autres pays qui en auront besoin.

Si le Tour du Monde en ballon permet d'avancer sur le chemin de la dignité humaine, alors on pourra considérer qu'il aura été un véritable succès. ■



Bertrand Piccard connaît une notoriété planétaire depuis qu'il a réalisé en 1999 le premier tour du monde en ballon sans escale. Ce psychiatre vaudois, héritier d'une illustre lignée d'explorateurs scientifiques, est sollicité sur tous les continents pour donner des conférences ou participer à des manifestations. Il est en outre ambassadeur itinérant du Fonds des Nations Unies pour la population. Le livre qu'il a écrit avec son coéquipier Brian Jones, *Le Tour du monde en 20 jours*, est un best-seller traduit en neuf langues. M. Piccard préside la fondation humanitaire Winds of Hope, qui utilise les retombées médiatiques et financières de cet exploit pour lutter contre les souffrances oubliées de la planète.



Foto: Lloyd-Davies Paros / Strates

La génération de Latifa, Alia ou Khaled

Contes, sortilèges, magie, *Mille et Une Nuits* – telles sont les images qui viennent spontanément à l'esprit d'un Européen moyen quand on lui parle de littérature arabe. Mais le foisonnement contemporain de cette littérature a de quoi balayer les idées préconçues... De Hartmut Fähndrich*.

Il y a quelque chose d'essentiel dans la littérature arabe moderne, quelque chose qu'elle partage avec une poignée d'autres, mais qui la distingue également d'une foule de littératures : un millénaire et demi de tradition écrite. Cette littérature immense est apparue peu avant la fondation de l'islam, au début du 7^e siècle, et elle a connu par la suite un épanouissement extraordinaire. Elle s'est exprimée non seulement sous forme de poésie et de prose, mais également à travers l'historiographie et les traités scientifiques, les œuvres théologiques et juridiques, la chronique des princes de l'époque, ou encore par des

contes comme ceux des fameuses et sulfureuses *Mille et Une Nuits*. Cette floraison littéraire dans les siècles qui ont suivi la naissance de l'islam a établi un canon de formes, de styles, et même de contenus. Malgré cette longue histoire qui pèse sur elle, la littérature arabe est une littérature comme les autres. Avec plus ou moins de bonheur, elle saisit le monde, la vie, l'environnement, pour les recréer en utilisant les moyens propres au génie de la langue. Cette littérature a énormément évolué dans toutes sortes de directions depuis les années 60 ; au point qu'il est devenu problématique de parler au singulier d'une lit-

térature qui s'étend, comme le monde arabe, de la Mauritanie à Oman, sans compter un certain nombre de terres d'exil.

Relation avec l'Occident

Les pays qui composent le monde arabe présentent beaucoup de parallélismes, mais chacun d'eux a suivi son propre développement. Leur unité est un postulat politique, une aspiration à quelque chose d'idéal. La réalité est souvent bien différente, si l'on compare par exemple l'histoire de l'Irak et celle du Maroc. C'est aussi pour cette raison que les styles littéraires varient selon les pays. Si certains ont été marqués par la

culture française, d'autres ont subi une influence anglo-saxonne.

Mais les points communs ne manquent pas : la langue littéraire, qui est en principe partout la même ; l'héritage littéraire arabe ; les structures de la société et du pouvoir, qui présentent souvent de grandes similitudes. Il en résulte des analogies dans les thèmes que traitent les romans, les nouvelles, les pièces de théâtre ou les poèmes sous des formes extrêmement diverses. La relation avec l'Occident constitue le thème central de la littérature arabe contemporaine, auquel s'ajoute l'expérience de l'aliénation par rapport au cadre de vie

habituel. La situation de la femme et la prison constituent les deux principaux sujets de politique intérieure, par lesquels la littérature porte un regard sur la société et le pouvoir. La guerre est également très présente, compte tenu des événements politiques qui secouent les pays arabes. Enfin, les œuvres littéraires abordent de plus en plus souvent des thèmes « modernes », comme l'écologie, dans la mesure où le monde arabe a une perception toujours plus aiguë des problèmes que pose la dégradation de l'environnement.

Nous pourrions nous étonner de la place relativement modeste qu'occupe la religion dans cette littérature. Il apparaît que les auteurs ne la considèrent pas comme prioritaire.

C'est à leurs yeux un élément parmi d'autres de la vie quotidienne dans le monde islamique. D'autres sujets leur semblent plus importants.

Entre nostalgie et affirmation de soi

Un phénomène frappant dans la production littéraire actuelle de cette vaste région est le besoin de se raconter. Le moteur de ce foisonnement autobiographique se situe quelque part entre deux extrêmes : d'une part l'affirmation de soi-même, la tentation de se montrer à autrui tel que l'on est ou du moins tel que l'on se voit ; d'autre part la nostalgie, la tentation de regarder en arrière et de s'accrocher à un passé sur le point de disparaître, ce qui revient à réagir aux bouleversements

actuels en rêvant d'un temps qui d'une manière ou d'une autre aurait dû être meilleur.

Mais on chercherait en vain dans cette abondance d'ouvrages autobiographiques une ligne qui permette de la rattacher à une tendance ou à une autre. En fin de compte, il s'agit par définition d'une forme individuelle d'écriture, dans laquelle les auteurs évoquent des expériences et des événements personnels. Les autobiographies arabes sont presque toujours (et ceci est souvent affirmé de façon explicite) les témoignages d'une génération. Les auteurs partent de l'idée que premièrement, les questions les plus intimes ne sont peut-être pas vraiment capitales ou passionnantes, et

deuxièmement, les circonstances imposent à leurs contemporains des vécus similaires à bien des égards. De ce fait, les récits autobiographiques arabes diffèrent souvent des ouvrages analogues produits en Europe.

Témoins d'une génération

Quand l'Égyptienne Latifa Zayyat, féministe, chargée de cours, nationaliste et épouse, couche sur le papier des fragments de son existence depuis la fin des années 30 jusqu'au début des années 80...

Quand l'Irakienne Alia Mamdouh, dans une veine semi-fictionnelle, raconte son personnage de jeune fille à Bagdad et l'éclatement des liens patriarcaux...

Quand le Libanais Khaled Ziade, professeur de sciences



May Telmissany



Rachid El-Daif



Abdul Rahman Mounif

ام نصبر حتى يطل علينا احد، ام ننسحب ؟! فأطل علينا
رجل مسنّ نسبيا - حول الستين - وتقدم نحونا. كان يلبس
كلسات لكن من غير حذاء. فساءلنا عما نريد ففوجئنا بهذا
السؤال. كان في إمكاننا ان نتوقع كل شيء ربما، ما عدا هذا
السؤال. كأنك مثلاً لمحب دكان بدهشة : لماذا دخلت

Alia Mamdouh



Latifa Zayyat



Khaled Ziadé



politiques, décrit l'évolution architecturale, démographique et politique de sa ville natale, Tripoli, au cours des années 50 et 60, examinant aussi comment les comportements de sa population se sont transformés...

Quand Abdul Rahman Mounif, grand romancier d'origine saoudienne et irakienne, se souvient de la ville d'Amman durant la décennie qui va du début de la Seconde Guerre mondiale à la création de l'État d'Israël...

Tous ces efforts visent le même but: exprimer ce qu'a vécu une génération, celle de la personne qui écrit.

Récits personnels

Bien sûr, on trouve aussi dans la littérature autobiographique arabe des textes qui adoptent un mode d'expression plus personnel, qui relatent l'itinéraire et les souffrances de personnes précises. Ainsi, le Libanais Rachid El-Daïf, professeur de littérature, recourt à la fiction pour «confesser» les différentes étapes de sa vie: un village du nord du Liban dans les années 50, Beyrouth dans les années 60,

puis la guerre civile qui a marqué les deux décennies suivantes. Son récit évoque toutes les blessures subies en cours de route. De son côté, la jeune Égyptienne May Telmissany tente de dépasser par l'écrit le traumatisme d'un enfant mort-né.

La lecture de ces ouvrages et de beaucoup d'autres nous permet de comprendre les «normalités» de la vie quotidienne dans le monde arabe, tout en faisant ressortir des éléments de comparaison entre l'existence humaine et la vie sociale. Le monde arabe n'est finalement pas si éloigné du nôtre. Une raison de plus pour aller à la découverte d'autres continents littéraires. ■

* Hartmut Fähndrich est arabisant, professeur d'arabe à l'EPFZ, traducteur indépendant de littérature arabe contemporaine et responsable de la collection «Littérature arabe» chez l'éditeur bâlois Lenos.

(De l'allemand)

Éditeurs de littérature arabe

La plupart des ouvrages littéraires arabes diffusés dans l'une des trois langues nationales suisses sont publiés par les éditeurs suivants: Lenos (Bâle) pour l'allemand, Actes Sud/Sindbad (Arles) pour le français et Jouvence (Rome) pour l'italien. D'autres maisons d'édition montrent un certain intérêt dans cette direction, mais de façon moins systématique: Unionsverlag (Zurich), Das arabische Buch (Berlin) et C.H. Beck (Munich) pour l'allemand; Le Seuil (Paris), Gallimard (Paris) et L'Esprit des péninsules (Paris) pour le français; Edizioni Lavoro (Rome) pour l'italien.

Textes autobiographiques

Les textes autobiographiques répertoriés ci-dessous ont été traduits simultanément dans plusieurs langues européennes dans le cadre du projet «Mémoires de la Méditerranée».

Latifa Zayyat, *Perquisition!* *Carnets intimes* (trad. R. Jaquemond). Arles: Actes Sud, 1996.

Alia Mamdouh, *La Naphtaline* (trad. F. Zabbal). Arles: Actes Sud, 1996.

Khaled Ziadé, *Vendredi, dimanche* (trad. Y. Gonzales-Quijano). Arles: Actes Sud, 1996.

Abdul Rahman Mounif, *Une ville dans la mémoire* (trad. E. Gautier). Arles: Actes Sud, 1996.

Rachid El-Daïf, *Cher monsieur Kawabata* (trad. Y. Gonzales-Quijano). Arles: Actes Sud, 1998.

May Telmissany, *Doniazade* (trad. M. Latif-Ghattas). Arles: Actes Sud, 2000.



Ils ont volé mon papa!

Film

(bf) Le père du petit Meriç se fait enlever en plein jour par la police politique, sous les yeux de l'enfant. Celui-ci croit qu'il a été emporté par des voleurs. Il se réfugie dans son imaginaire, où il retrouve constamment son père. Un jour, sa mère participe à un rassemblement de femmes qui protestent contre la disparition de leurs fils et de leurs maris. Meriç demande alors à sa sœur pourquoi ils ne vont pas chercher eux-mêmes leur père. Lorsque la famille est sur le point de déménager au Kurdistan, Meriç se réfugie à la cave en pleurant. Ce film plusieurs fois primé – il a notamment reçu le Grand prix international du court métrage de Clermont-Ferrand en 2000 – rapporte de manière saisissante, à travers le regard d'un enfant, les expériences traumatiques subies par les proches de personnes victimes de violence et de persécution politique.

«*Babami Hirsizlar Caldi*» (*Voleurs de père*), par Esen Isik, Suisse 1999, v.o. turque/sous-titré all/fr, video VHS, 24', court métrage pour jeunes dès 15 ans. Distribution Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch. Informations supplémentaires: «*Films pour un seul monde*», tél. 031 398 20 88, mail@filmeeinewelt.ch, www.filmeeinewelt.ch

Musique

Cinéma indien en fanfare

(er) Les doigts de la musicienne courent sur les touches du sousaphone (tuba). Les percussionnistes font danser leurs baguettes. Et Johnny Kalsi, une des célébri-

tés les plus prisées de la world music, tire des rythmes subtils de son *dhol*, tambour du Penjab (Inde/Pakistan). Le Bollywood Brass Band, seul orchestre de cuivres indien de Grande-Bretagne à se produire dans les mariages, a enregistré son premier CD. Cette rencontre haute en couleur entre l'Orient et l'Occident débouche sur des arrangements passionnés, carnavalesques et pleins de swing, des bandes sons qui accompagnent les films populaires indiens (Bollywood) et un tube de Bally Sagoo, la star indienne du remix. Le disque offre aussi, pour ainsi dire en prime, une adaptation d'un morceau de danse anglais et un mix de «*sambhangra*». C'est ainsi que les musiciens anglo-indiens de Londres appellent le mélange de musique folk *bhangra* ou de pop de Bollywood d'une part, avec des sonorités européennes, des rythmes de samba ou de reggae d'autre part. *The Bollywood Brass Band* (Emergency Exit Arts / RecRec)

Les nuits de Casablanca

(er) Les projets de Pat Jabbar et Abderrahim Akkaoui, piliers incontournables de la musique ethno-techno, ne passent jamais inaperçus et suscitent bien des débats. D'ailleurs, quelques CD de leur label Barraka El Farnatshi, à Bâle, ont grimpé dans les hit-parades: celui de l'Algérien Hamid Baroudi, pop-star dans son pays, ou de la chanteuse marocaine Sapho. Celle-ci participe d'ailleurs au dernier

projet de Barraka, nommé *Dar Beida 04*, en référence à un quartier de Casablanca célèbre pour sa vie nocturne. Le disque accueille aussi d'autres hôtes, comme Natacha Atlas et Amina Annabi, divas de la world music, ainsi que des découvertes, comme Amina Ray, considérée comme l'un des grands espoirs du raï, ou Makale, un groupe turc de hip-hop, basé à Bâle. Ce disque est en fait un mélange euro-afro-arabe d'un type particulier, avec une touche de musique de danse marocaine.

Dar Beida 04: «Impiria Consequentia» (Barraka El Farnatshi / RecRec)

Des musiciens racontent leur exil

(gnt) Les activités de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) en 2001 et la Journée nationale des réfugiés, en juin dernier, ont été placées sous le signe du respect. Ce que l'on sait moins, c'est que «*Respect*» est aussi le titre d'une campagne internationale lancée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui célèbre cette année, avec le soutien de la DDC, le 50^e anniversaire de la Convention des Nations Unies sur les réfugiés. Pour en savoir plus sur cette campagne, rendez-vous sur le site Internet www.unhcr-50.org.

Pour promouvoir sa campagne, le HCR a produit le CD *Refugee Voices*, auquel ont participé 14 groupes musicaux, principalement africains. Cet album remar-



quable a été enregistré sous la direction musicale de Youssou N'Dour, dans son célèbre Xippi's-Studio, à Dakar. Les musiciens, qui ont tous connu l'exil, y racontent leur fuite et leur migration. Bien que ce CD ait été réalisé par des artistes peu connus sur le plan international, sa qualité et sa diversité stylistique méritent tout notre respect. Diffusé par le label Stern's, il est disponible chez les disquaires suisses (distribution: RecRec), mais on peut aussi le commander sur le site www.sternsmusic.com. *Refugee Voices: «Building Bridges»* (Stern's / RecRec)

Cinquante ans auprès des réfugiés

(bf) À l'occasion de son 50^e anniversaire, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a publié un livre qui rend compte de ses activités au cours du demi-siècle écoulé. Preuve du sérieux de l'institution, il ne s'agit pas d'un livre publicitaire, mais d'un rapport à la fois solide et débattant sur un sujet que les représentants nationaux préfèrent souvent passer sous silence. Dans l'avant-propos, Sadako Ogata, qui a dirigé le HCR durant dix ans, rappelle que le problème des réfugiés est lié aux intérêts politiques des États: «On peut déplorer que l'engagement politique international dont les États ont fait preuve en remédiant aux déplacements humains dans certaines régions ait manqué dans d'autres situations considérées comme de moindre importance stratégique.» Retraçant les activités du HCR au fil des années dans une mise en page agréable, ce livre se lit presque comme un roman. Des cartes géographiques et des encadrés expliquent de manière simple des situations parfois fort complexes. «*Les Réfugiés dans le monde – Cinquante ans d'action humanitaire*», HCR/Éditions Autrement, Paris, 2000



Portraits de Kirghizes

(bf) Depuis des années, le photographe fribourgeois Christoph Schütz se rend régulièrement au Kirghizistan, en Asie centrale. Il en ramène toujours des images lointaines et magiques, représentant aussi bien des gens que des paysages. Ses clichés sont empreints de sensualité et d'harmonie. Son album *Issyk-Kul* présente les portraits de 28 Kirghizes qui décrivent brièvement leur vie, leur pays, leurs problèmes et leurs espoirs. À l'occasion de l'Année internationale de la montagne, en 2002, le photographe publie également, avec le soutien de la DDC, un bel album très spécial sur le Kirghizistan. Les 43 photographies en couleur et les textes d'auteurs kirghizes font de ce petit ouvrage, subtil et extrêmement attachant, un cadeau de Noël exotique et vivifiant pour tous ceux qui aiment la photo, les montagnes et les cultures d'autres pays. «*Issyk-Kul*» et «*Kirghizistan – Année internationale de la montagne*» sont tous deux disponibles en allemand, en français et en anglais. Les commandes sont à adresser directement à l'auteur: Christoph Schütz, Espace Boxal 2E, 1700 Fribourg, tél./fax: 026 424 80 64 ou christoph.schuetz@unifr.ch

Une planète balafnée

(bf) Depuis 1984, le Worldwatch Institute (WWI) publie chaque année *L'état de la planète*. Diffusé aujourd'hui en plus de trente langues, ce rapport est devenu un ouvrage de référence au niveau international

pour la protection de l'environnement. L'édition 2001 analyse les tendances du développement mondial dans le contexte du boom économique de la dernière décennie, qui a exercé des traces indéniables sur l'environnement. Les signes toujours plus visibles de la destruction de la nature ne sont toutefois que la pointe de l'iceberg, affirme l'un des auteurs. Ils cachent un autre problème qui va en s'aggravant: les inégalités de revenus et de bien-être ne cessent de se creuser, aussi bien entre les différents pays qu'à l'intérieur même des pays. À l'instar des éditions précédentes, ce rapport, facile à lire, fournit une foule de chiffres et de détails.

«*L'état de la planète 2001*», Éditions Economica, Paris

Brochures sur Internet

(bf) Le site Internet de la DDC (www.ddc.admin.ch) présente deux brochures fort intéressantes. La première, intitulée *Information et bonne gouvernance*, est coéditée par la DDC et par les Archives fédérales. Elle montre le rôle crucial que joue la gestion de l'information et des dossiers dans la démocratisation et la stabilisation politique des États, ainsi que pour la gestion gouvernementale en général. Sous le titre *Décentralisation – Document d'orientation*, la seconde brochure fournit des conseils pratiques pour évaluer et mettre en œuvre des projets de décentralisation.

«*Information et bonne gouvernance*» et «*Décentralisation – Document d'orientation*» sont disponibles en allemand, français, anglais et espagnol sur le site: www.ddc.admin.ch

Porte ouverte sur le monde

(bf) Si la coopération internationale et la politique de développement vous intéressent, ne manquez pas de visiter le site www.interportal.ch, ouvert l'été

dernier. On y trouve des informations récentes, des dossiers thématiques, un calendrier des manifestations et toute une série de liens vers des sites d'organismes suisses ou internationaux. Le site permet à un large public suisse de se plonger dans ce domaine et de rechercher des informations précises ainsi que des ressources sur Internet. Il sert également de plate-forme aux organisations et aux institutions suisses actives dans la coopération, qui y présentent leurs préoccupations et leurs activités. Une trentaine d'entre elles participent à ce projet, dont la conception et la réalisation ont été financées par une contribution initiale de la DDC. Durant la phase pilote, qui se termine à fin 2001, le site a été élaboré en allemand, avec quelques rubriques en français et en anglais. Si tout se passe bien, l'ensemble des prestations seront disponibles en allemand, en français et en anglais à partir de 2002. www.interportal.ch, redaktion@interportal.ch

Formation en coopération

Ces prochains mois, l'EPFZ propose plusieurs cours de préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL):

14.1 – 18.1 Évaluation institutionnelle rapide dans le choix d'un partenaire de projet

30.1 – 1.2 Gestion des connaissances dans la coopération au développement

2.4 – 5.4 Coopération au développement en milieu urbain: la ville entre développement et respect de l'environnement

8.4 – 12.4 Introduction à la planification de projets et de programmes

22.4 – 26.4 Développement institutionnel dans la coopération au développement

Langue de travail: allemand. Renseignements et inscriptions:



Shahzad Noorani / Still Pictures

secrétariat du NADEL,
Centre EPFZ, 8092 Zurich,
tél. 01 632 42 40,
www.nadel.ethz.ch.

Délai d'inscription : un mois avant le
début du cours

Affronter l'avenir ensemble

(gnt) Les enseignants éprouvent depuis des années le besoin de traiter concrètement le sujet de la coopération au développement. Les questions des élèves concernant le sens, l'effet et l'importance de l'aide publique au développement sont tout aussi actuelles que ce désir fréquemment exprimé. C'est pourquoi la DDC a publié aux Éditions scolaires du canton de Berne (BLMV) un outil pédagogique polyvalent comprenant les éléments suivants : six films vidéo qui montrent l'engagement des habitants de tous les continents pour assurer leur développement ; des fiches de travail qui permettent de mieux comprendre la coopération internationale ; la brochure *Si les pauvres sont pauvres, c'est de*

leur faute ! qui fournit les informations de base sur la politique suisse de développement ; enfin, le manuel de l'enseignant qui facilite l'utilisation de ce matériel destiné au premier et au deuxième degrés du secondaire.

Commandes : Éditions BLMV,
Güterstrasse 13, 3008 Berne,
tél. 031 380 52 52, www.blmv.ch

Adhésion à l'ONU

La Suisse et le monde, revue publiée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes actuels de la politique extérieure de la Suisse. Elle paraît quatre fois par an, en trois langues (français, allemand et italien). L'édition 1/2002, à paraître début janvier, consacre tout un dossier à l'ONU et aux rapports de la Suisse avec cette organisation. Il y est surtout question de l'adhésion de notre pays à l'ONU. La dernière édition, publiée en octobre, traite de la Convention de Genève sur les réfugiés.

Il est possible de souscrire gratuitement un abonnement à l'adresse suivante : « *La Suisse et le monde* » c/o Schaer Thun AG, Industriest. 12, 3661 Uetendorf, ou par e-mail : druckzentrum@schaerthun.ch

Un dossier plein d'idées

(psi) Un nouveau dossier destiné aux enseignants présente vingt expériences scolaires, réalisées en Suisse, qui illustrent comment l'école peut contribuer concrètement au développement durable. Les projets choisis présen-

tent tout l'éventail des possibilités, soulignant la diversité des sujets, les approches méthodologiques et didactiques, ainsi que les différents cercles de participants. Ces exemples encouragent les enseignants à lancer leur propre projet. L'introduction au dossier comporte par ailleurs une foule d'informations utiles, des adresses, une liste commentée des médias, ainsi qu'une liste de contrôle. Édité par la Fondation Éducation et Développement et par la Fondation Éducation à l'environnement en Suisse, ce dossier est disponible en allemand, en français et en italien. Dès janvier 2002, les enseignants pourront en outre prendre part à un cours gratuit sur ce sujet.

« *Dans le triangle du développement durable – 20 activités et projets d'école de Suisse* », coût : env. 25 francs. Renseignements et commandes : Fondation Éducation et Développement, Av. de Cour 1, 1007 Lausanne, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch

La montagne toute l'année

(bf) À l'occasion de l'Année internationale de la montagne 2002, la Fondation Éducation et Développement a élaboré, à la demande de la DDC, un support pédagogique peu ordinaire qui



permettra aux écoles suisses d'étudier la question des montagnes et du développement durable. Elle a consacré à ce thème un calendrier de grand format (30 x 80 cm), qui en illustre chaque mois l'un des aspects, choisi dans diverses régions du monde : agriculture, tourisme, adaptation des hommes, des animaux et des plantes à la vie en montagne... Un dossier pédagogique propose pour chaque page diverses manières d'intégrer le sujet dans l'enseignement à tous les niveaux.

Renseignements complémentaires : www.globaleducation.ch. Le calendrier est gratuit pour les classes. Il peut être obtenu auprès de la Fondation Éducation et Développement, Av. de Cour 1, 1007 Lausanne, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch

L'île des dieux

(gn) Des générations de chercheurs bâlois ont travaillé à Bali. Grâce à eux, c'est à Bâle que se trouve la plus importante collection de culture balinaise en dehors d'Indonésie. Une exposition présente toute la richesse de cette culture, depuis l'ancienne tradition agricole jusqu'à l'île d'aujourd'hui, qui vit à l'heure de la mondialisation.

« *L'île des dieux* », Musée des cultures, Bâle

Exposition

Matériel didactique

Impressum

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vufray (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Sarah Grosjean (gjs)
Barbara Hofmann (hba)

Joachim Ahrens (ahj)
Antonella Simonetti (sia)
Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolithographie : City Comp SA, Morges

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de : DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail : info@deza.admin.ch

48001

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

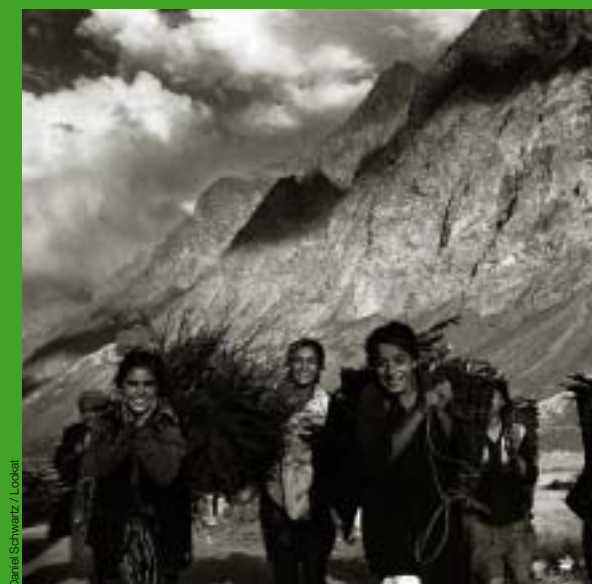
Tirage tota : 42 000

Couverture : Jeremy Horner/Panos/Strates

Internet : www.ddc.admin.ch

Dans le prochain numéro :

**Les montagnes, des zones d'importance
planétaire :
l'année internationale de la montagne,
la coopération au développement dans
et autour des régions montagneuses,
le savoir-faire spécifique de la Suisse**



DIRECTION
DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA COOPERATION
DDC